

Parlement de Wallonie

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION ORDINAIRE 2014-2015

2<sup>e</sup> SESSION DE LA 10<sup>e</sup> LÉGISLATURE

La rédaction du Rapport d'activités 2014-2015 a été clôturée le 24 septembre 2015.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement de Wallonie ([www.parlement-wallonie.be](http://www.parlement-wallonie.be)) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : [doc@parlement-wallonie.be](mailto:doc@parlement-wallonie.be), tél : 081.25.16.77).





# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	7
Composition.....	11
A. Membres.....	11
B. Groupes politiques.....	14
C. Statut des parlementaires.....	15
Organisation.....	16
A. Règlement du Parlement de Wallonie.....	16
B. Organes de gestion.....	16
C. Greffe.....	18
D. Budget.....	19
E. Certification et mesures de gestion.....	19
Travail parlementaire.....	21
A. Séances plénières et réunions de commissions.....	21
B. Commissions et comités.....	23
C. Travail législatif.....	34
D. Contrôle du Gouvernement.....	64
E. Résolutions.....	66
F. Débats tenus en séance plénière.....	72
Relations avec la société.....	75
A. Événements.....	75
B. Visiter le Parlement de Wallonie.....	78
Relations internationales.....	79
A. Accueil de délégations étrangères et visites.....	79
B. Auditions de hautes personnalités.....	80
C. Participation à des réunions internationales et interrégionales.....	81
In memoriam.....	85
A. Députés .....	85
B. Fonctionnaires .....	85
C. Hommages.....	85
Annexe.....	86



# AVANT-PROPOS

## Le Parlement de Wallonie, Parlement de tous les Wallons

Siège de notre démocratie, le Parlement de Wallonie est l'institution où se déroulent les débats les plus importants pour l'avenir de notre Région et où s'adoptent les décisions les plus significatives pour chacun et chacune d'entre vous. Près de 800 heures de réunions de commissions et de séances plénières ont ainsi été consacrées, au cours de la session 2014-2015, aux différents aspects de votre vie quotidienne, qu'il s'agisse d'économie, d'emploi, de santé, de mobilité ou encore de logement. 177 projets et propositions de décret et de résolution ont été débattus par nos 75 députés durant cette session. 2.777 questions orales et 3.618 questions écrites ont été posées par les membres du Parlement dans le cadre de leur fonction de contrôle de l'action gouvernementale.

Soucieux d'introduire davantage de vitalité dans nos débats, j'ai, dès l'entame de la législature, souhaité amplifier le travail de modernisation de notre institution. La session 2014-2015 fut l'occasion de rendre nos débats plus vifs et plus spontanés, d'ouvrir davantage notre assemblée au monde et aux citoyens et d'assurer une plus grande publicité à nos travaux.

De nombreuses associations et organisations ont ainsi pu conscientiser les parlementaires aux défis qu'elles relèvent chaque jour. Plus de 700 élèves ont également été accueillis dans le cadre de l'opération « Un jour au Parlement de Wallonie ».

Le présent rapport d'activités témoigne par ailleurs de la place importante que notre institution occupe sur la scène européenne et internationale. Seize traités internationaux ont ainsi été adoptés, concernant notamment la prévention de l'évasion fiscale, le Protocole de Kyoto ou encore la Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société. Les traités de libre-échange négociés par la Commission européenne (TTIP, CETA, ACS) ont, parmi d'autres sujets, fait l'objet de 15 réunions du Comité d'avis chargé de questions européennes. Les membres du Parlement ont en cela radicalement modifié la pratique de notre institution en se préoccupant en amont, de manière proactive, d'éventuels futurs traités plutôt qu'en les subissant.

Depuis septembre 2015, le nouvel emblème de notre Parlement – qui reprend la forme originale des travées de la salle des séances plénières – symbolise les deux axes majeurs de cet important travail de modernisation : l'ouverture de notre institution au monde et aux citoyens.

La réforme de notre Règlement, votée le 16 juillet 2015 et applicable dès la rentrée prochaine, modernisera encore notre institution, dans l'intérêt de l'ensemble des Wallonnes et des Wallons.

André ANTOINE  
Président du Parlement de Wallonie





Parlement de Wallonie

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION ORDINAIRE 2014-2015

2<sup>e</sup> SESSION DE LA 10<sup>e</sup> LÉGISLATURE



# COMPOSITION

## A. MEMBRES

Depuis la première élection directe du 21 mai 1995, le Parlement de Wallonie se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle, sur la base de treize circonscriptions électorales. Les 75 députés wallons sont élus pour un mandat d'une durée de cinq ans, correspondant à la durée d'une législature. Au terme de la session 2014-2015, les membres sont les suivants\* :

<b>M. Antoine André</b>	cdH	Président du Parlement de Wallonie
<b>M. Arens Josy</b>	cdH	
<b>Mme Baltus-Möres Jenny</b>	MR	
<b>M. Bellot François</b>	MR	
<b>Mme Bonni Véronique</b>	PS	
<b>M. Bouchez Georges-Louis</b>	MR	Remplace, le 22 octobre 2014, Mme Galant, membre du Gouvernement fédéral
<b>Mme Brogniez Laetitia</b>	MR	
<b>M. Collignon Christophe</b>	PS	Secrétaire du Parlement de Wallonie Président du Groupe PS
<b>M. Courard Philippe</b>	PS	Président du Parlement de la Communauté française
<b>M. Crucke Jean-Luc</b>	MR	
<b>M. Daele Matthieu</b>	Ecolo	
<b>Mme De Bue Valérie</b>	MR	
<b>Mme Defraigne Christine</b>	MR	Présidente du Sénat
<b>Mme Defrang-Firket Virginie</b>	MR	
<b>M. Denis Jean-Pierre</b>	PS	
<b>M. Dermagne Pierre-Yves</b>	PS	
<b>M. Desquesnes François</b>	cdH	Sénateur
<b>M. Destrebecq Olivier</b>	MR	Sénateur
<b>M. Devillers François</b>	PS	
<b>M. Dister Christophe</b>	MR	Remplace, le 11 mars 2015, Mme Reuter, empêchée
<b>Mme Dock Magali</b>	MR	
<b>M. Dodrimont Philippe</b>	MR	

<b>M. Drèze Benoît</b>	cdH	
<b>M. Dufrane Anthony</b>	PS	
<b>M. Dupont Jean-Marc</b>	PS	
<b>Mme Durenne Véronique</b>	MR	
<b>M. Evrard Yves</b>	MR	
<b>M. Fourny Dimitri</b>	cdH	Président du Groupe cdH
<b>Mme Gahouchi Latifa</b>	PS	Sénatrice
<b>Mme Gérardon Déborah</b>	PS	
<b>M. Gillot Frédéric</b>	PTB- GO !	
<b>Mme Gonzalez Moyano Virginie</b>	PS	
<b>M. Hazée Stéphane</b>	Ecolo	Président du Groupe Ecolo
<b>M. Henquet Laurent</b>	MR	
<b>M. Henry Philippe</b>	Ecolo	Sénateur
<b>M. Imane Hicham</b>	PS	
<b>M. Jeholet Pierre-Yves</b>	MR	Président du Groupe MR
<b>Mme Kapompole Joëlle</b>	PS	
<b>M. Knaepen Philippe</b>	MR	
<b>Mme Lambelin Anne</b>	PS	Sénatrice
<b>Mme Leal Lopez Clotilde</b>	cdH	
<b>M. Lecerf Patrick</b>	MR	Remplace, le 22 octobre 2014, M. Jamar, membre du Gouvernement fédéral
<b>Mme Lecomte Carine</b>	MR	Remplace, le 22 octobre 2014, M. Borsus, membre du Gouvernement fédéral
<b>M. Lefebvre Bruno</b>	PS	
<b>M. Legasse Dimitri</b>	PS	
<b>M. Lenzini Mauro</b>	PS	
<b>M. Luperto Jean-Charles</b>	PS	
<b>M. Maroy Olivier</b>	MR	
<b>M. Martin Nicolas</b>	PS	
<b>Mme Moinnet-Joiret Isabelle</b>	cdH	
<b>Mme Morreale Christie</b>	PS	
<b>M. Mottard Maurice</b>	PS	
<b>Mme Moucheron Savine</b>	cdH	

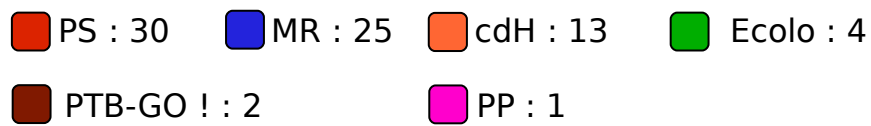
<b>M. Mouyard Gilles</b>	MR	
<b>Mme Nicaise Marie-Françoise</b>	MR	
<b>M. Onkelinx Alain</b>	PS	Vice-Président du Parlement de Wallonie
<b>Mme Pécriaux Sophie</b>	PS	Vice-Présidente du Parlement de Wallonie
<b>Mme Poulin Christine</b>	PS	
<b>M. Prévot Patrick</b>	PS	
<b>M. Puget André-Pierre</b>	PP	
<b>Mme Ryckmans Hélène</b>	Ecolo	
<b>Mme Salvi Véronique</b>	cdH	
<b>M. Sampaoli Vincent</b>	PS	
<b>Mme Schyns Marie-Martine</b>	cdH	
<b>Mme Simonet Marie-Dominique</b>	cdH	
<b>M. Stoffels Edmund</b>	PS	
<b>Mme Trotta Graziana</b>	PS	
<b>M. Tzanetatos Nicolas</b>	MR	
<b>Mme Vandorpe Mathilde</b>	cdH	
<b>Mme Vienne Christiane</b>	PS	
<b>M. Wahl Jean-Paul</b>	MR	Secrétaire du Parlement de Wallonie Sénateur
<b>M. Warnier Ruddy</b>	PTB- GO !	
<b>Mme Waroux Véronique</b>	cdH	
<b>Mme Zrihen Olga</b>	PS	Sénatrice

\*Voir [Doc. 1 \(SE2014\) N° 9](#) : Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

En raison du décès de Mme la Première Vice-Présidente Véronique Cornet durant son mandat et de l'entrée en fonction de sa suppléante le 23 septembre 2015, seuls 74 députés sont mentionnés dans cette liste.

## B. GROUPES POLITIQUES

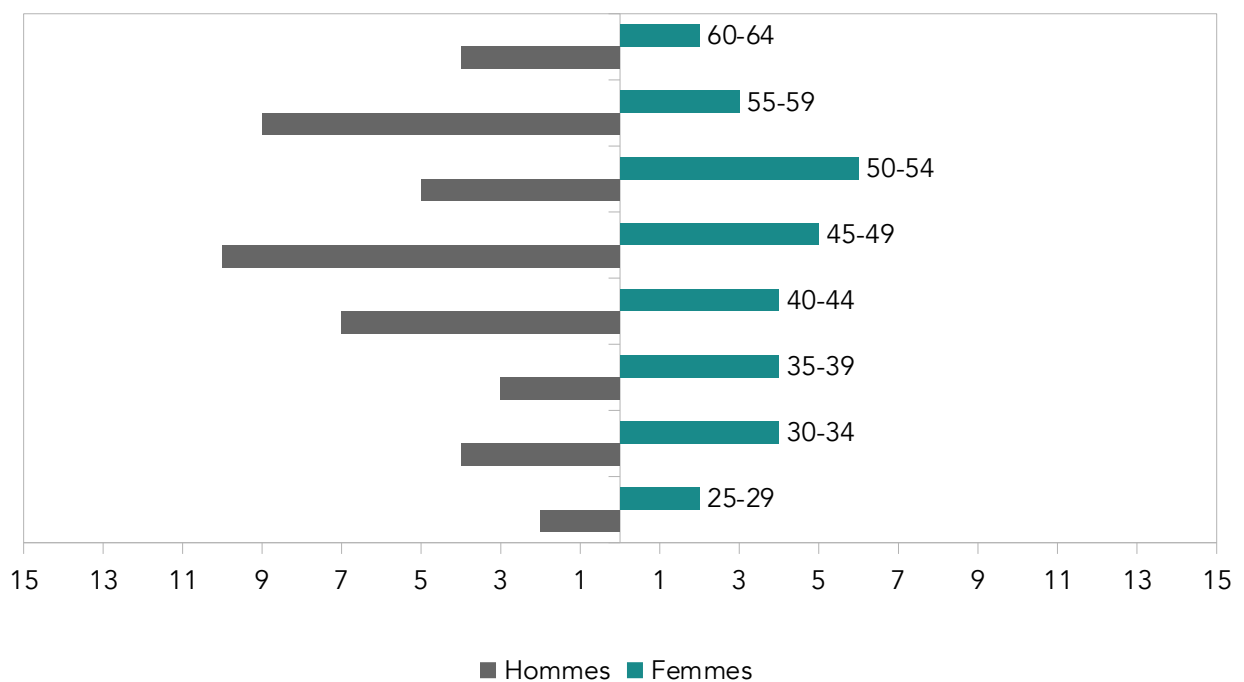
Les 75 sièges se répartissent comme suit :



Les groupes politiques désignent en leur sein un président :

Groupe PS	M. COLLIGNON Christophe
Groupe MR	M. JEHOLET Pierre-Yves
Groupe cdH	M. FOURNY Dimitri
Groupe Ecolo	M. HAZEE Stéphane

## Pyramide des âges

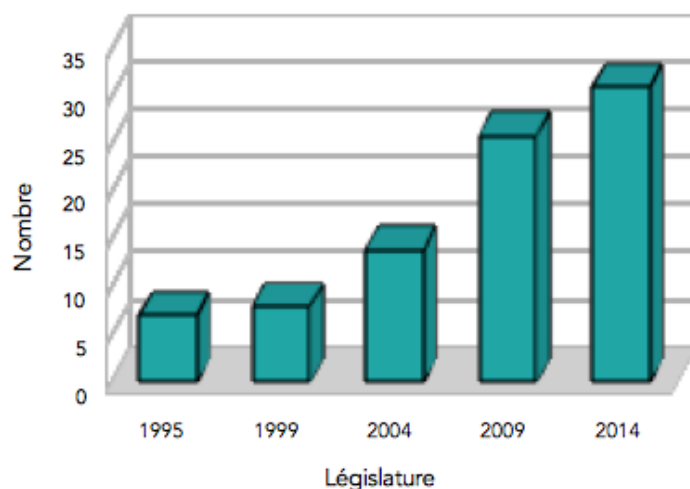


## Répartition par sexe

Au terme de la session 2014-2015, le Parlement de Wallonie compte 30 députées de sexe féminin (40,5%).

Au sein des groupes politiques du Parlement de Wallonie, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le Groupe PS : 12 sur un total de 30 membres (soit 40%) ;
- pour le Groupe MR : 9 sur une total de 24 membres (soit 37,5%) ;
- pour le Groupe cdH : 8 sur un total de 13 membres (soit 61,5%) ;
- pour le Groupe Ecolo: 1 sur un total de 4 membres (soit 25%).



## C. STATUT DES PARLEMENTAIRES

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie et la communiquer avant le 30 juin à l'organe de contrôle qui pour eux est le Bureau du Parlement de Wallonie (art. L5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Un rapport est rédigé en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et est présenté par le Bureau du Parlement de Wallonie.

Pour les revenus de l'année 2013, ce rapport a été publié le 29 janvier 2015 ([Doc. 128 \(2014-2015\) N°1](#)).

# ORGANISATION

## A. RÈGLEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

En date du 20 juillet 2010, le Parlement a adopté un nouveau Règlement. Au cours de la législature, celui-ci a cependant fait l'objet d'un certain nombre d'évaluations. Une jurisprudence relative à l'application et à l'interprétation du Règlement a été développée et publiée en 2014.

Une proposition de modification du Règlement a été déposée le 30 juin 2015 ([Doc. 249 \(2014-2015\) N°1](#)) pour « amplifier le travail de modernisation du Parlement entrepris depuis plusieurs années ainsi que ses relations avec la société civile ». La modification du Règlement a été adoptée le 16 juillet 2015 et est entrée en vigueur le 31 août 2015 ([Doc. 276 \(2014-2015\) N°1](#)).

Un point particulier de ce nouveau règlement concerne la participation directe des citoyens à la vie parlementaire. Pour faire entendre leur voix, les citoyens peuvent évidemment prendre contact avec un député wallon. Mais le Parlement de Wallonie a décidé d'innover en proposant notamment deux nouvelles possibilités de participation :

- donner un avis sur une proposition de décret, un projet de décret ou une proposition de résolution ;
- le dépôt de pétitions par voie électronique.

Le 2 septembre 2015, le Parlement wallon a changé d'appellation et est devenu le Parlement de Wallonie.

## B. ORGANES DE GESTION

### Bureau

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés. Il règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement de Wallonie, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement de Wallonie dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Au terme de la session 2014-2015, le Bureau du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. André ANTOINE
Vice-Présidents*	Mme Sophie PECRIAUX
	M. Alain ONKELINX



Secrétaires M. Jean-Paul WAHL  
M. Christophe COLLIGNON

Greffier M. Frédéric JANSSENS

\* En raison du décès de Mme la Première Vice-Présidente Véronique Cornet durant son mandat parlementaire et de la désignation de son remplaçant au début de la session ordinaire 2015-2016, la fonction laissée vacante n'est pas reprise dans la composition des organes de gestion.

## La Conférence des présidents

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission. Le Président du Gouvernement est invité à participer aux réunions de la Conférence des présidents ; il peut s'y faire représenter par un autre membre du Gouvernement. Un membre du cabinet du Président du Gouvernement peut assister à la réunion. La Conférence des présidents peut décider, à l'unanimité de ses membres, d'inviter à participer à ses réunions le président d'un groupe politique non reconnu.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

Au terme de la session 2014-2015, la Conférence des présidents du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. André ANTOINE
Vice-Présidents*	Mme Sophie PECRIAUX M. Alain ONKELINX
Secrétaire	M. Jean-Paul WAHL
Président du Groupe PS et secrétaire	M. Christophe COLLIGNON
Président du Groupe MR	M. Pierre-Yves JEHOLET
Président du Groupe cdH	M. Dimitri FOURNY

\* En raison du décès de Mme la Première Vice-Présidente Véronique Cornet durant son mandat parlementaire et de la désignation de son remplaçant au début de la session ordinaire 2015-2016, la fonction laissée vacante n'est pas reprise dans la composition des organes de gestion.

## C. GREFFE

### Le Greffier

Le Greffier prend place au Bureau et assiste le Président du Parlement de Wallonie en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets, les réunions du Bureau et la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement de Wallonie et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement de Wallonie et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, de commissions et de comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement de Wallonie.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement de Wallonie et son personnel.

### Les principaux services du Greffe

#### ***La Direction de l'action parlementaire***

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires. Plus concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif et d'exercer le contrôle du Gouvernement en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions et en établissant les comptes-rendus.

#### ***La Direction des affaires institutionnelles***

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

#### ***La Direction de la logistique***

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

#### ***La Direction des relations internationales***

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information et à la participation du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne.

## **Le personnel du Greffe**

Au 1er janvier 2015, le Greffe comptait 99 agents.

## **D. BUDGET**

Les dépenses 2015 du Parlement ont été estimées à 60 022 441 euros.

Le montant de la dotation du Parlement pour l'année 2015 s'élève à 58 424 000 euros.

Pour plus de détails, le lecteur est invité à se référer aux documents parlementaires suivants :

- [Doc. 69 \(2014-2015\) N° 1](#), adopté le 11 décembre 2014 (projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2015) ;
- [Doc. 60 \(2014-2015\) N° 1 Annexe 2](#), adopté le 10 décembre 2014 (projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 - *Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon*).

## **E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION**

Le Greffe du Parlement de Wallonie a mis en place un Système de Management par la Qualité (SMQ), conformément à la norme managériale ISO 9001:2008. Il est la seule administration parlementaire belge certifiée conforme à cette norme qui exige notamment des institutions qu'elles élaborent une définition parfaitement transparente et claire des modalités sur base desquelles elles agissent au quotidien.

Il découle de cette mise en pratique une recherche permanente du plus haut degré d'efficience mise au service des parlementaires, des ministres, des fournisseurs et agents du Greffe. La certification porte sur l'ensemble des activités suivantes :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement de Wallonie ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement de Wallonie ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement de Wallonie avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement de Wallonie et du Greffe.

Le Greffe du Parlement de Wallonie organise par ailleurs chaque année des enquêtes de satisfaction externe et interne qui lui permettent d'ajuster toujours

davantage ses services et son fonctionnement aux attentes de ses mandants, de ses interlocuteurs et de ses agents.

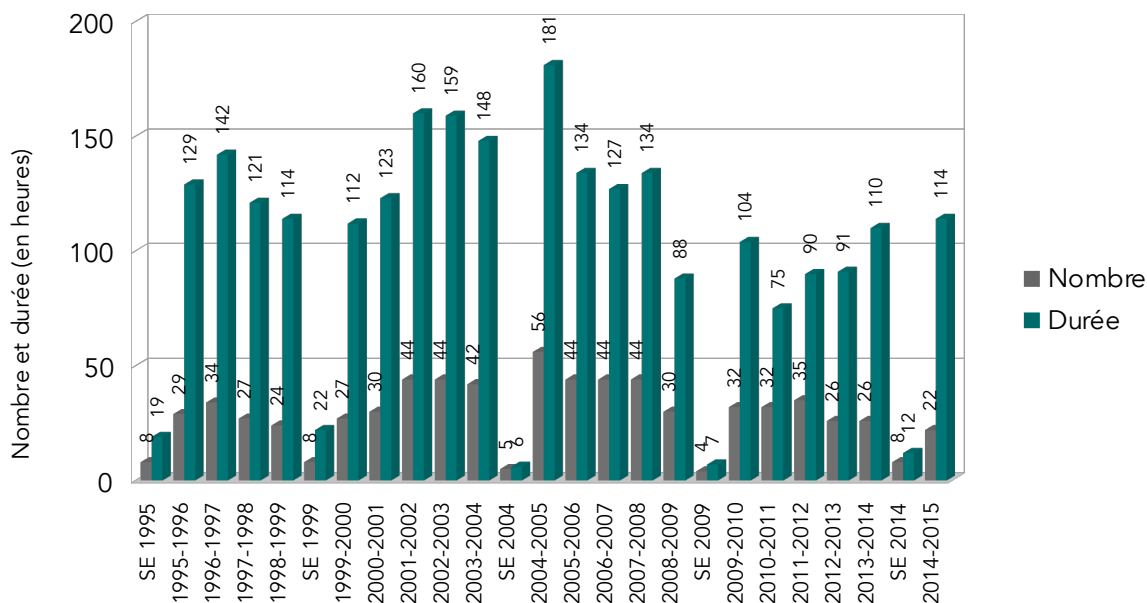
Enfin, les services du Greffe se préparent à leur certification aux normes environnementale (ISO 14001) et de sécurité des systèmes d'information (ISO 27001).

# TRAVAIL PARLEMENTAIRE

## A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS

### Les séances plénières

Du 24 septembre 2014 au 22 septembre 2015, les députés se sont réunis à 22 reprises, durant un total de 114 heures et 18 minutes.



### Les réunions de commissions

La session 2014-2015 a compté 200 réunions de commissions, de sous-commissions et de comités pour un total de 683 heures et 31 minutes, ainsi que 23 réunions de commissions à huis-clos.

En ce qui concerne les commissions permanentes, la situation est la suivante :

- Commission des affaires générales et des relations internationales :  
20 réunions ; 50 heures et 7 minutes ;
- Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé :  
20 réunions ; 103 heures et 50 minutes ;
- Commission de l'économie et de l'innovation :  
20 réunions ; 72 heures et 37 minutes ;
- Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie :  
25 réunions ; 123 heures et 25 minutes ;

- Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports :

21 réunions ; 99 heures et 11 minutes ;

- Commission de l'emploi et de la formation :

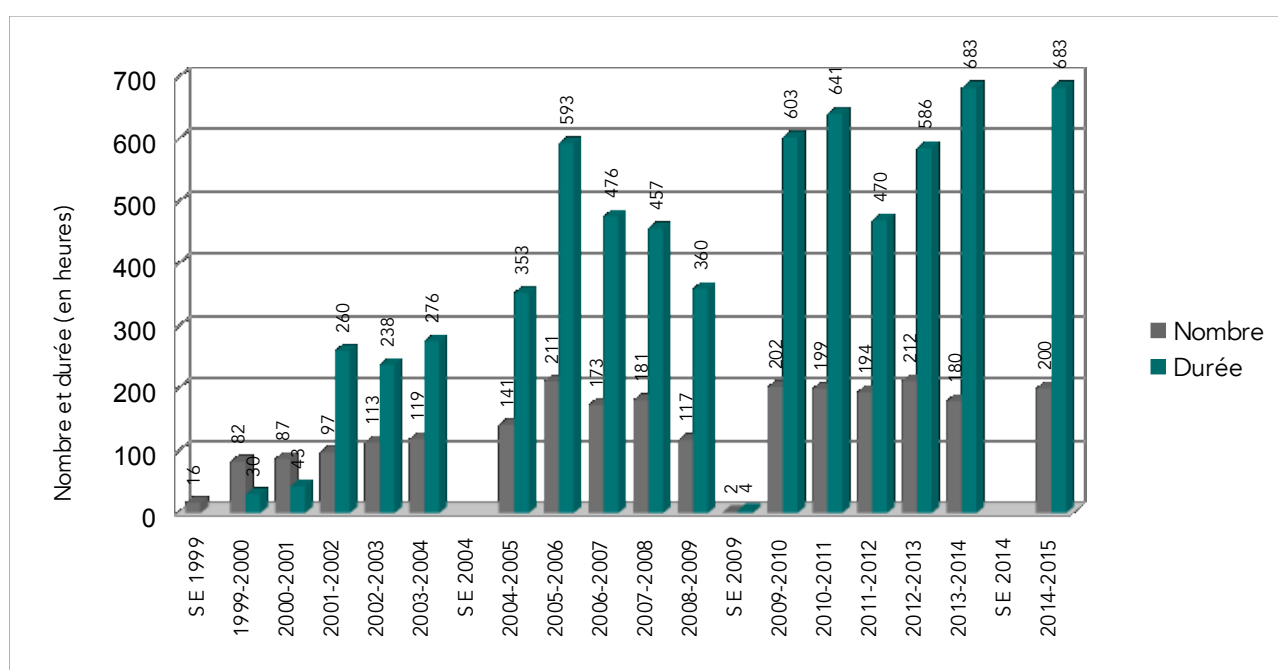
19 réunions ; 54 heures et 22 minutes ;

- Commission du budget et de la fonction publique :

23 réunions ; 63 heures et 27 minutes ;

- Commission de l'agriculture et du tourisme :

20 réunions ; 58 heures et 58 minutes ;



## B. COMMISSIONS ET COMITÉS

Au terme de la session 2014-2015, les commissions, sous-commissions, comités et groupes de travail sont composés de la façon suivante.

### Commissions permanentes et sous-commissions

#### **Commission des affaires générales et des relations internationales**

PRÉSIDENT : M. Gilles MOUYARD \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Véronique DURENNE \*

VICE-PRÉSIDENT : Monsieur Nicolas MARTIN \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	Mme Carine LECOMTE <sup>1</sup>	M. Josy ARENS
M. Christophe COLLIGNON	Mme Véronique DURENNE	Mme Véronique SALVI
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	
M. Nicolas MARTIN	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Christie MORREALE		
Mme Olga ZRIHEN		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Anne LAMBELIN	M. Yves EVRARD	
M. Jean-Charles LUPERTO	M. Laurent HENQUET	
M. Maurice MOTTARD		
Mme Sophie PECRIAUX		

\* Désignation en date du 29 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Willy BORSUS, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

#### **Sous-commission de contrôle des licences d'armes**

PRÉSIDENT : M. Gilles MOUYARD \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Carine LECOMTE \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Véronique BONNI \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	Mme Carine LECOMTE	Mme Véronique SALVI
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	

Mme Christie MORREALE	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Olga ZRIHEN		

\* Désignation en date du 5 novembre 2014

La sous-commission s'est réunie à huis-clos à 2 reprises lors de la session 2014-2015 pour une durée totale de 1h10.

### **Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé**

PRÉSIDENTE : Mme Joëlle KAPOMPOLE \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Philippe KNAEPEN \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Nicolas TZANETATOS \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Véronique DURENNE	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Philippe KNAEPEN	Mme Véronique SALVI
M. Alain ONKELINX	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Sophie PECRIAUX	M. Jean-Paul WAHL	
M. Nicolas MARTIN <sup>1</sup>		
Mme Christiane VIENNE		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
PS	MR	cdH
M. François DEVILLERS	M. Philippe DODRIMONT	M. Benoît DREZE
Mme Anne LAMBELIN	Mme Carine LECOMTE <sup>2</sup>	Mme Isabelle MOINET
M. Bruno LEFEBVRE	M. Olivier MAROY	
M. Vincent SAMPAOLI	M. Christophe DISTER <sup>3</sup>	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		

\* Désignation en date du 30 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Edmund STOFFELS, en tant que membre effectif, le 8 octobre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de M. Hervé JAMAR, en tant que membre suppléant, le 22 octobre 2014

<sup>3</sup> En remplacement de Mme Florence REUTER, en tant que membre effectif, le 11 mars 2015

### **Commission de l'économie et de l'innovation**

PRÉSIDENT : M. Philippe DODRIMONT <sup>1</sup>  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Vincent SAMPAOLI \*  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Marie-Dominique SIMONET \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Christine DEFRAIGNE	Mme Marie-Martine SCHYNS
Mme Anne LAMBELIN	Mme Magali DOCK	Mme Marie-Dominique



		SIMONET
M. Mauro LENZINI	M. Yves EVRARD	
Mme Christie MORREALE	M. Philippe DODRIMONT <sup>2</sup>	
Mme Christine POULIN		
M. Vincent SAMPAOLI		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	M. François BELLOT	M. François DESQUESNES
M. Philippe COURARD	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Mathilde VANDORPE
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Jean-Luc CRUCKE	
M. Jean-Marc DUPONT	M. Gilles MOUYARD	
M. Hicham IMANE		
Mme Sophie PECRIAUX		

\* Désignation en date du 30 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Pierre-Yves JEHOLET, en tant que président, le 13 novembre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de M. Pierre-Yves JEHOLET, en tant que membre effectif, le 13 novembre 2014

### **Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie**

PRÉSIDENT : M. Jean-Luc CRUCKE \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Pierre-Yves DERMAGNE \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Josy ARENS \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	<sup>7</sup>	M. Josy ARENS
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Dimitri FOURNY
M. Jean-Marc DUPONT	M. Olivier MAROY <sup>5</sup>	
Mme Déborah GERADON	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET <sup>3</sup>	
M. Hicham IMANE		
M. Edmund STOFFELS <sup>1</sup>		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
M. Dimitri LEGASSE	M. Georges-Louis BOUCHEZ <sup>4</sup>	Mme Véronique WAROUX
M. Mauro LENZINI	Mme Magali DOCK	
M. Maurice MOTTARD	M. Patrick LECERF <sup>6</sup>	
M. Patrick PREVOT		
M. Alain ONKELINX <sup>2</sup>		

\* Désignation en date du 30 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Nicolas MARTIN, en tant que membre effectif, le 8 octobre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de M. Edmund STOFFELS, en tant que membre suppléant, le 8 octobre 2014

<sup>3</sup> En remplacement de M. Hervé JAMAR, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

<sup>4</sup> En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, en tant que membre suppléant, le 22 octobre 2014

<sup>5</sup> En remplacement de Mme Jacqueline GALANT, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

<sup>6</sup> En remplacement de M. Olivier MAROY, en tant que membre suppléant le 22 octobre 2014

<sup>7</sup> Suite au décès de Mme Véronique CORNET le 14 juillet 2015, la place de membre effectif attribuée au Groupe MR est restée vacante.

## **Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports**

PRÉSIDENT : M. Edmund STOFFELS \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Philippe DODRIMONT \*  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Mauro LENZINI \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Valérie DE BUE	Mme Savine MOUCHERON
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Philippe DODRIMONT	Mme Véronique WAROUX
M. Anthony DUFRANE	M. Olivier MAROY	
Mme Déborah GERADON	M. Patrick LECERF <sup>1</sup>	
M. Mauro LENZINI		
M. Edmund STOFFELS		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
PS	MR	cdH
M. Hicham IMANE	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Nicolas TZANETATOS <sup>2</sup>	Mme Véronique SALVI
Mme Christie MORREALE	M. Philippe KNAEPEN	
M. Alain ONKELINX	M. Jean-Paul WAHL	
M. Vincent SAMPAOLI		
Mme Graziana TROTTA		

\* Désignation en date du 29 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Nicolas TZANETATOS, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de Mme Jacqueline GALANT, en tant que membre suppléant, le 22 octobre 2014

## **Commission de l'emploi et de la formation**

PRÉSIDENTE : Mme Olga ZRIHEN \*  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Mathilde VANDORPE \*  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Virginie GONZALEZ MOYANO\*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Jenny BALTUS-MÖRES <sup>1</sup>	M. Benoît DREZE

M. Bruno LEFEBVRE	M. Laurent HENQUET	Mme Mathilde VANDORPE
M. Dimitri LEGASSE	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Patrick PREVOT	M. Christophe DISTER <sup>2</sup>	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Valérie DE BUE	Mme Savine MOUCHERON
M. François DEVILLERS	Mme Christine DEFRAIGNE	Mme Véronique WAROUX
Mme Latifa GAHOUCI	M. Olivier DESTREBECQ	
Mme Déborah GERADON	M. Pierre-Yves JEHOLET	
Mme Joëlle KAPOMPOLE		
Mme Christie MORREALE		

\* Désignation en date du 30 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de Mme Florence REUTER, en tant que membre effectif, le 11 mars 2015

### **Commission du budget et de la fonction publique**

PRÉSIDENT : M. Benoît DREZE \*  
 VICE-PRÉSIDENT : Alain ONKELINX \*  
 VICE-PRÉSIDENT : Laurent HENQUET \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Jean-Marc DUPONT	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Benoît DREZE
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Laurent HENQUET	M. Dimitri FOURNY
Mme Anne LAMBELIN	M. Georges-Louis BOUCHEZ <sup>1</sup>	
M. Bruno LEFEBVRE	M. Philippe KNAEPEN	
M. Alain ONKELINX		
Mme Christine POULIN		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Philippe COURARD	M. François BELLOT	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
Mme Latifa GAHOUCI	M. Olivier DESTREBECQ	Mme Savine MOUCHERON
Mme Déborah GERADON	M. Pierre-Yves JEHOLET	
M. Patrick PREVOT	Mme Marie-Françoise NICAISE	
Mme Christiane VIENNE		
Mme Olga ZRIHEN		

\* Désignation en date du 29 septembre 2014

<sup>1</sup> En remplacement de M. Hervé JAMAR, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

## **Commission de l'agriculture et du tourisme**

PRÉSIDENT : M. François BELLOT \*  
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Graziana TROTTA \*  
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Isabelle MOINNET \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Philippe COURARD	M. François BELLOT	M. François DESQUESNES
M. François DEVILLERS	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Isabelle MOINNET
M. Maurice MOTTARD	M. Olivier DESTREBECQ	
M. Patrick PREVOT	M. Yves EVRARD	
M. Vincent SAMPAOLI		
Mme Graziana TROTTA		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Anthony DUFRANE	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Marie-Martine SCHYNS
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Magali DOCK	Mme Mathilde VANDORPE
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Véronique DURENNE	
M. Nicolas MARTIN	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN		
M. Edmund STOFFELS		

\* Désignation en date du 29 septembre 2014

## **Commission spéciale relative au renouveau démocratique**

PRÉSIDENT : M. André ANTOINE \*  
VICE-PRÉSIDENT : M. Gilles MOUYARD \*  
VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri LEGASSE \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Dimitri FOURNY
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Pierre-Yves JEHOLET	Mme Véronique SALVI
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	
Mme Déborah GERADON	M. Jean-Paul WAHL	
M. Dimitri LEGASSE		
Mme Christie MORREALE		

<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Anthony DUFRANE	M. François BELLOT	M. Josy ARENS
Mme Anne LAMBELIN	Mme Véronique DURENNE	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Sophie PECRIAUX	Mme Carine LECOMTE	
M. Patrick PREVOT		
M. Edmund STOFFELS		

\* Désignation en date du 28 mai 2015

### **Commission de coopération avec la Communauté germanophone**

PRÉSIDENT : M. André ANTOINE \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Jenny BALTUS-MÖRES \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Véronique BONNI \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. André ANTOINE
M. Christophe COLLIGNON	Mme Magali DOCK	Mme Marie-Martine SCHYNS
Mme Christie MORREALE	M. Yves EVRARD	
M. Maurice MOTTARD	M. Pierre-Yves JEHOLET	
Mme Christine POULIN		
M. Edmund STOFFELS		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Christophe DISTER <sup>1</sup>	M. Josy ARENS
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Carine LECOMTE	M. Benoît DREZE
Mme Déborah GERADON	M. Gilles MOUYARD	
Mme Anne LAMBELIN	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Mauro LENZINI		
M. Alain ONKELINX		

\* Désignation en date du 19 mai 2015

<sup>1</sup> En remplacement de Mme Florence REUTER, en tant que membre suppléant, le 11 mars 2015

## **Commission de vérification des pouvoirs, Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications et Commission des poursuites**

### *a. Commission de vérification des pouvoirs*

Cette commission de sept membres tirés au sort est chargée de la vérification des pouvoirs en cas d'élection partielle ou d'admission d'un membre suppléant.

PRÉSIDENT : M. François BELLOT

#### **MEMBRES**

Mme Véronique DURENNE, M. François BELLOT (Président), Mme Dominique SIMONET, M. André-Pierre PUGET, M. Olivier DESTREBECQ et Mme Latifa GAHOUCI<sup>1</sup>

La commission s'est réunie à huis-clos à 4 reprises lors de la session 2014-2015.

<sup>1</sup> Suite au décès de Mme Véronique Cornet, la place de membre attribuée au Groupe MR est restée vacante.

### *b. Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications*

Cette commission est chargée du contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis pour les élections communales et provinciales d'une part et pour les élections régionales d'autre part. Elle examine par ailleurs les réclamations déposées à l'encontre de candidats à ces différentes élections.

La commission a également pour mission de contrôler les communications et campagnes d'information du président du Parlement de Wallonie, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

PRÉSIDENT : M. André ANTOINE

VICE-PRÉSIDENT : M. Pierre-Yves DERMAGNE

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	Mme Magali DOCK	M. Dimitri FOURNY
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Jean-Luc CRUCKE <sup>2</sup>	M. André ANTOINE
Mme Anne LAMBELIN	M. Olivier MAROY	
M. Bruno LEFEBVRE	M. Jean-Paul WAHL	
M. Philippe COURARD <sup>1</sup>		

Mme Olga ZRIHEN		
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
Mme Véronique BONNI	M. Christophe DISTER <sup>3, 4</sup>	M. Josy ARENS
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Pierre-Yves JEHOLET	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Christie MORREALE	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN		
Mme Christiane VIENNE		

<sup>1</sup> En remplacement de Mme Isabelle SIMONIS, en tant que membre effectif, le 8 octobre 2014

<sup>2</sup> En remplacement de M. Hervé JAMAR, en tant que membre effectif, le 22 octobre 2014

<sup>3</sup> Remplacement de M. Willy BORSUS par Mme Florence REUTER en tant que membre suppléant le 22 octobre 2014

<sup>4</sup> En remplacement de Mme Florence REUTER, en tant que membre suppléant, le 11 mars 2015

La commission s'est réunie à huis-clos à 17 reprises lors de la session 2014-2015.

### *c. Commission des poursuites*

Cette commission se réunit à huis-clos et est chargée d'examiner les demandes de suspension de détention d'un député, les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon, les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées ou les demandes de règlement de la procédure à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon dont est saisie l'assemblée.

PRÉSIDENT : M. Pierre-Yves DERMAGNE \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
<b>PS</b>	<b>MR</b>	<b>cdH</b>
M. Christophe COLLIGNON	<sup>1</sup>	M. François DESQUESNES
M. Philippe COURARD	M. Pierre-Yves JEHOLET	M. Dimitri FOURNY
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Jean-Paul WAHL	
M. Dimitri LEGASSE		

\* Désignation en date du 20 mars 2015

<sup>1</sup> Suite au décès de Mme Véronique Cornet, la place de membre attribuée au groupe MR est restée vacante.

La commission s'est réunie à huis-clos à 2 reprises lors de la session 2014-2015, pour une durée totale de 23 minutes.

## **Comités et groupes de travail**

## **Comité « Mémoire et Démocratie »**

PRÉSIDENT : M. Alain ONKELINX \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Valérie DE BUE	Mme Véronique SALVI
M. Alain ONKELINX	M. Gilles MOUYARD	Mme Mathilde VANDORPE

\* Désignation en date du 13 novembre 2014

Le comité s'est réuni à 4 reprises lors de la session 2014-2015, pour une durée totale de 2h53.

## **Comité d'avis chargé de questions européennes**

PRÉSIDENT : M. André ANTOINE \*

VICE-PRÉSIDENT : M. Hicham IMANE \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Virginie DEFRANG-FIRKET \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
M. Hicham IMANE	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. André ANTOINE
M. Dimitri LEGASSE	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Vincent SAMPAOLI	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET	
Mme Olga ZRIHEN		

\* Désignation en date du 13 novembre 2014

Le comité s'est réuni à 15 reprises lors de la session 2014-2015, pour une durée totale de 33h13.

## **Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes**

PRÉSIDENTE : Mme Anne LAMBELIN \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Laetitia BROGNIEZ \*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Jenny BALTUS-MÖRES \*

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Savine MOUCHERON
Mme Anne LAMBELIN	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Marie-Dominique SIMONET
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET	
M. Patrick PREVOT		

\* Désignation en date du 27 novembre 2014



Le comité s'est réuni à 5 reprises lors de la session 2014-2015, pour une durée totale de 5h34.

### **Comité mixte Assemblée nationale du Québec-Parlement de Wallonie**

PRÉSIDENT : M. André ANTOINE

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE	M. André ANTOINE
Mme Sophie PECRIAUX	M. Olivier MAROY	M. Dimitri FOURNY
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Olivier DESTREBECQ	

### **Groupe de travail sur la réforme du Code de l'aménagement du territoire**

PRÉSIDENT : M. Edmund STOFFELS

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	cdH	Ecolo
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Philippe DODRIMONT	M. Dimitri FOURNY	M. Philippe HENRY
M. Edmund STOFFELS	M. Jean-Paul WAHL	Mme Savine MOUCHERON	

Le groupe de travail s'est réuni à 6 reprises lors de la session 2014-2015.

### **Groupe de travail relatif aux finances communales**

PRÉSIDENT : M. Jean-Luc CRUCKE

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. François BELLOT	M. Dimitri FOURNY
	M. Jean-Luc CRUCKE	
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>		
M. Jean-Marc DUPONT	M. Patrick LECERF	M. François DESQUESNES

Le groupe de travail s'est réuni à 1 reprise lors de la session 2014-2015.

## C. TRAVAIL LÉGISLATIF

### Textes déposés, adoptés, retirés

#### **Commission des affaires générales et des relations internationales**

<a href="#">Doc. 31 (SE 2014) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, adopté le 22 octobre 2014.
<a href="#">Doc. 32 (SE 2014) N° 1</a>	Projet de décret portant, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, assentiment à l'accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, adopté le 22 octobre 2014.
<a href="#">Doc. 37 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Grenade en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles les 15 et 18 mars 2010, adopté le 12 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 38 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Antigua et Barbuda en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009, adopté le 12 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 39 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Islande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et au Protocole, signés à Bruxelles le 23 mai 2000, ainsi qu'à son Protocole modificatif, fait à Bruxelles le 15 septembre 2009,

	adopté le 12 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 40 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République hellénique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Athènes le 25 mai 2004, ainsi qu'à son Protocole modificatif, fait à Bruxelles le 16 mars 2010, adopté le 12 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 41 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 24 septembre 2013 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions sur la représentation du Royaume de Belgique au sein de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et sur les contributions financières à cette organisation, adopté le 26 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 42 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret introduisant l'usage de la consultation populaire à l'échelon régional, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#">Doc. 79 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret spécial mettant en œuvre l'article 39bis de la Constitution en vue d'instituer la consultation populaire au niveau régional, déposée par Messieurs Fourny et Collignon.
<a href="#">Doc. 83 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret spécial visant à instituer la consultation populaire régionale, déposée par Messieurs Hazée et Jeholet.
<a href="#">Doc. 115 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto, fait à Doha le 8 décembre 2012, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#">Doc. 116 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves et à ses annexes, faites à Nairobi le 18 mai 2007, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#">Doc. 117 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique relatif au statut d'une catégorie de personnel relevant des Forces des Etats-Unis, fait à Bruxelles le 13 juillet 2012, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#">Doc. 118 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, signé à Nagoya le 29 octobre 2010, ainsi qu'à son annexe, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#">Doc. 119 (2014-2015)</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre

<a href="#"><u>N° 1</u></a>	le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de Montserrat, autorisé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Londres le 16 février 2010, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#"><u>Doc. 120 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche, et le Protocole additionnel, faits à Bruxelles le 10 septembre 2009, modifiant la Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris l'impôt sur les exploitations et les impôts fonciers, signée à Vienne le 29 décembre 1971, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#"><u>Doc. 121 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 19 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Etat de Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale, et le Protocole, signés à Bruxelles le 28 juin 1974, tels que modifiés par la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 23 juin 1993, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#"><u>Doc. 123 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret limitant la rémunération des gestionnaires publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique ainsi qu'au sein des intercommunales, déposée Messieurs Jeholet, Crucke, Wahl, Dodrimont, Knaepen et Bellot.
<a href="#"><u>Doc. 124 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret limitant la rémunération des gestionnaires publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Wahl, Dodrimont, Knaepen et Bellot.
<a href="#"><u>Doc. 157 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret et ordonnance conjoints de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française instituant un délégué général aux droits de l'enfant commun à la Communauté française, à la Région wallonne, à la Région de Bruxelles-Capitale, à la Commission communautaire commune et à la Commission communautaire française, déposée par Monsieur Hazée, Madame Ryckmans, Messieurs Daele et Henry.
<a href="#"><u>Doc. 209 (2014-2015)</u></a>	Proposition de décret modifiant le décret du 13

<a href="#"><u>N° 1</u></a>	novembre 2002 créant un fonds budgétaire en matière de loterie, en vue d'objectiver les procédures d'octroi des subsides émanant de la Loterie nationale, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Lecomte, Monsieur Wahl, Madame Durenne, Messieurs Mouyard et Crucke.
<a href="#"><u>Doc. 216 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 217 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les compétences de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 218 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles le 21 mars et le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 219 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les compétences de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles le 21 mars et le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 220 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 221 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les compétences de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, fait à

	Bruxelles le 27 juin 2014, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#">Doc. 222 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Comité international de Médecine militaire, signé à Bruxelles le 2 juin 2008, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#">Doc. 223 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#">Doc. 224 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment, en ce qui concerne les compétences de la Communauté française dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne, à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005, adopté le 1er juillet 2015.
<a href="#">Doc. 225 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 13 novembre 2002 créant un fonds budgétaire en matière de loterie afin d'assurer la transparence, déposée par Monsieur Hazée et Madame Ryckmans.
<a href="#">Doc. 261 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, déposée par Mesdames Moucheron, Lambelin, Leal Lopez et Monsieur Prévot.
<a href="#">Doc. 266 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de Statistique, du Conseil d'administration et des comités scientifiques de l'Institut des Comptes nationaux, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 267 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses Etats membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements

	climatiques, fait à Bruxelles le 1er avril 2015, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 270 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 9 juillet 2013, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, signée à Ankara le 2 juin 1987, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 271 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole, signé à Mexico le 26 août 2013, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Mexico le 24 novembre 1992, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 272 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 8 mars 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Corée tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 29 août 1977, telle que modifiée par la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 20 avril 1994, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 273 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 17 mai 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kigali le 16 avril 2007, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 274 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, signée à Montevideo le 23 août 2013, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 275 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir l'évasion fiscale, faite à Bruxelles le 6 juillet 2010, adopté le 14 octobre 2015.

## **Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé**

<a href="#"><u>Doc. 78 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatives aux accords sociaux dits « du non-marchand », adopté le 21 janvier 2015.
<a href="#"><u>Doc. 102 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret étendant le caractère obligatoire du parcours d'accueil à l'apprentissage du français, à la formation à la citoyenneté et au suivi d'une orientation socioprofessionnelle, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Reuter, Messieurs Dodrimont, Mouyard, Wahl et Knaepen, rejetée le 14 octobre 2015.
<a href="#"><u>Doc. 262 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#"><u>Doc. 268 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret insérant certaines dispositions dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé, adopté le 14 octobre 2015.

## **Commission de l'économie et de l'innovation**

<a href="#"><u>Doc. 36 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret relatif aux implantations commerciales, adopté le 4 février 2015.
<a href="#"><u>Doc. 105 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret visant à permettre à la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises (SOWALFIN) d'octroyer des garanties aux PME se finançant à court terme via des avances de trésorerie dans le but de se prémunir d'un retard de paiement de leurs clients émanant du secteur public, déposée par Messieurs Jeholet, Evrard, Dodrimont, Mesdames Dock, Defraigne et Monsieur Bellot.
<a href="#"><u>Doc. 127 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret visant à instaurer un prêt dit « Prêt Proxi » en Wallonie, déposée par Messieurs Henry, Daele, Hazée et Madame Ryckmans.
<a href="#"><u>Doc. 142 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret portant création des prêts WalWin, déposée par Messieurs Destrebecq, Jeholet, Dodrimont, Bouchez et Knaepen.
<a href="#"><u>Doc. 170 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant modification du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, adopté le 20 mai 2015.



## **Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie**

<a href="#"><u>Doc. 58 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'organiser le financement externe des certificats verts via un intermédiaire, déposée par Messieurs Dermagne et Fourny, adoptée le 11 décembre 2014.
<a href="#"><u>Doc. 164 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, adopté le 20 mai 2015.
<a href="#"><u>Doc. 167 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret visant la mise à disposition, par les communes, d'un lieu public permettant d'organiser des cérémonies non confessionnelles, déposée par Monsieur Courard, Madame Bonni, Monsieur Martin, Madame Poulin, Monsieur Lefebvre et Madame Vienne.
<a href="#"><u>Doc. 205 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'améliorer la procédure de désignation des gouverneurs de province et de renforcer le contrôle démocratique, déposée par Monsieur Hazée et Madame Ryckmans.
<a href="#"><u>Doc. 207 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la publicité des réunions du conseil de l'aide sociale, déposée par Monsieur Crucke, Madame Cornet, Monsieur Bouchez, Madame Defrang-Firket, Messieurs Dodrimont et Jeholet.
<a href="#"><u>Doc. 235 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale afin de les conformer aux règles budgétaires et comptables édictées par l'Union européenne, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Defrang-Firket, Monsieur Crucke, Madame Cornet, Messieurs Maroy et Bouchez.
<a href="#"><u>Doc. 242 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret relatif aux règles internes d'organisation et de fonctionnement des intercommunales agissant en qualité de gestionnaires de réseaux de distribution ou de réseaux de communication, déposée par Messieurs Fourny, Dermagne, Desquesnes, Collignon, Madame Vandorpe et Monsieur Imane.
<a href="#"><u>Doc. 259 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret visant à étendre le champ de compétences des agences immobilières sociales (AIS) au logement « étudiant », déposée par Madame

	Defrang-Firket, Messieurs Jeholet, Crucke, Bouchez, Madame Baltus-Möres et Monsieur Maroy.
<a href="#">Doc. 269 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au transfert d'unités de quantité attribuée aux Régions pour la période 2008-2012, adopté le 14 octobre 2015.

**Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports**

<a href="#">Doc. 51 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne l'interdiction d'élevage des animaux à fourrure en Région wallonne, déposée par Messieurs Desquesnes, Fourny, Mesdames Schyns, Vandorpe, Moucheron et Salvi.
<a href="#">Doc. 65 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'instaurer des peines plus sévères en cas de cruauté envers un animal, déposée par Madame Defraigne.
<a href="#">Doc. 67 (2014-2015) N° 1)</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue de garantir la continuité du service public au sein du Groupe TEC, déposée par Madame De Bue, Messieurs Bellot, Jeholet, Dodrimont, Maroy et Tzanetatos.
<a href="#">Doc. 71 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, déposée par Monsieur Henry, Madame Ryckmans, Messieurs Hazée et Daele.
<a href="#">Doc. 89 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux afin d'interdire la détention d'animaux à des fins exclusives ou principales de production de fourrure, adopté le 21 janvier 2015.
<a href="#">Doc. 90 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret instaurant le Conseil wallon du bien-être des animaux, adopté le 21 janvier 2015.
<a href="#">Doc. 92 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du développement territorial en vue d'instaurer la dématérialisation des dossiers de

	demandes de permis d'urbanisme et la mise en place d'une traçabilité informatisée des dossiers d'urbanisme, déposée par Monsieur Jeholet, Madame De Bue, Messieurs Dodrimont, Lecerf, Maroy et Tzanetatos.
<a href="#"><u>Doc. 95 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret interdisant l'élevage des animaux détenus uniquement ou essentiellement pour leur fourrure en Région wallonne, déposée par Madame Defraigne.
<a href="#"><u>Doc. 110 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'interdire l'abattage rituel des animaux sans étourdissement préalable, déposée par Madame Defraigne.
<a href="#"><u>Doc. 135 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret instaurant dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux l'obligation de suivre une formation pour les professionnels du secteur animalier, déposée par Madame Defraigne.
<a href="#"><u>Doc. 140 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue d'assurer l'information continue aux usagers sur l'état du trafic, déposée par Messieurs Collignon, Denis, Madame Gérardon, Monsieur Sampaoli, Madame Moucheron et Monsieur Fourny, adoptée le 3 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 182 (2014-2015) N° 1</u></a>	Projet de décret approuvant l'accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, adopté le 3 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 204 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, déposée par Monsieur Denis, Madame Waroux, Monsieur Sampaoli, Mesdames Moucheron, Gérardon et Monsieur Fourny, adoptée le 17 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 208 (2014-2015) N° 1</u></a>	Proposition de décret visant à modifier l'article 68 du décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du développement territorial, modifié par le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget, en matière de

	calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, déposée par Messieurs Fourny et Collignon, adoptée le 17 juin 2015.
<a href="#">Doc. 233 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret de la Région wallonne du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne concernant l'objectivation des procédures de recrutement des administrateurs généraux et directeurs généraux du Groupe TEC, déposée par Madame De Bue, Messieurs Jeholet, Dodrimont, Lecerf, Maroy et Knaepen.
<a href="#">Doc. 243 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux afin d'interdire la commercialisation d'animaux dans les lieux publics, adopté le 14 octobre 2015.
<a href="#">Doc. 244 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne concernant la rationalisation des structures des TEC, déposée Monsieur Jeholet, Madame De Bue, Messieurs Dodrimont, Lecerf, Knaepen et Maroy.
<a href="#">Doc. 289 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret insérant un chapitre VI dans le Titre Ier du Livre IV et modifiant le chapitre Ier dans le Titre Ier du Livre VII du décret de la Région wallonne du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du développement territorial, déposée par Messieurs Fourny, Stoffels, Mesdames Moucheron, Waroux, Messieurs Denis et Dermagne.

### **Commission de l'emploi et de la formation**

<a href="#">Doc. 72 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, en vue de l'établissement d'un cadastre des aides à la promotion de l'emploi du secteur non-marchand, afin d'améliorer la transparence du dispositif, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Reuter, Monsieur Henquet, Mesdames Nicaise, Baltus-Möres et De Bue.
---	---

<a href="#">Doc. 81 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand afin de renforcer l'efficacité, améliorer la transparence et simplifier le dispositif, déposée par Madame Ryckmans et Monsieur Hazée.
<a href="#">Doc. 91 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'avenant du 15 mai 2014 modifiant l'entrée en vigueur de l'avenant du 27 mars 2014 relatif à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, adopté le 21 janvier 2015.
<a href="#">Doc. 158 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « C.F.C. », adopté le 7 mai 2015.

### **Commission du budget et de la fonction publique**

<a href="#">Doc. 63 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret-programme portant des mesures diverses liées au budget en matière de santé, adopté le 11 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 64 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret-programme portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, adopté le 11 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 101 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2010, adopté le 4 février 2015.
<a href="#">Doc. 114 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération du 18 avril 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la Structure de Coordination de l'information patrimoniale, adopté le 11 mars 2015.

<a href="#"><u>Doc. 133 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret relatif à la mise à la disposition du Gouvernement wallon des membres du personnel d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat transférés à la Région wallonne en exécution de la sixième réforme de l'Etat, adopté le 11 mars 2015.
<a href="#"><u>Doc. 169 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le décret-programme de la Région wallonne du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité afin d'abroger les dispositions relatives à la suppression de l'exonération du précompte immobilier sur le matériel et l'outillage, déposée par Monsieur Jeholet, Madame De Bue, Messieurs Dodrimont, Knaepen, Crucke et Bouchez.
<a href="#"><u>Doc. 180 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2011, adopté le 3 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 186 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 avril 2015 modifiant l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public Viapass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, §1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, adopté le 3 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 231 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et visant à encourager le maintien à domicile des aînés, déposée par Monsieur Antoine.
<a href="#"><u>Doc. 236 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Projet de décret instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, adopté le 16 juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 293 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de décret modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision afin de supprimer la redevance télévision, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Henquet, Bouchez, Knaepen et Dodrimont.

## **Commission de l'agriculture et du tourisme**

<a href="#">Doc. 141 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à instaurer un chèque-terroir, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#">Doc. 159 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à organiser la gestion et la distribution des invendus alimentaires et des produits agricoles non-calibrés en Wallonie et modifiant le décret de la Région wallonne du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret de la Région wallonne du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'agriculture, déposée par Madame Gérardon, Monsieur Dermagne, Madame Trotta et Monsieur Imane.
<a href="#">Doc. 181 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Projet de décret modifiant l'article 2 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse en ce qui concerne les heures durant lesquelles la chasse est autorisée, adopté le 3 juin 2015.

### ***Commission spéciale relative au nouveau démocratique***

<a href="#">Doc. 53 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un membre du conseil de l'action sociale déposée par Monsieur Fourny, Madame Zrihen, Messieurs Jeholet, Courard, Hazée et Arens.*
<a href="#">Doc. 54 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un conseiller provincial déposée par Monsieur Fourny, Madame Zrihen, Messieurs Crucke, Courard, Hazée et Arens.*
<a href="#">Doc. 73 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant les interdictions liées au mandat de conseiller communal et les modalités de mise en œuvre de l'action récursoire, déposée par Messieurs Crucke, Jeholet, Madame Defrang-Firket, Messieurs Maroy et Knaepen.*
<a href="#">Doc. 76 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à abroger le système de vote automatisé pour les élections locales, déposée par Messieurs Hazée et Henry.*
<a href="#">Doc. 122 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête pour les élections communales et provinciales, déposée Messieurs Jeholet, Crucke, Madame Defrang-Firket, Monsieur Maroy, Madame Cornet et Monsieur Bouchez.*
<a href="#">Doc. 125 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret spécial imposant, dans le cadre des élections du Parlement de Wallonie, un minimum de quatre sièges à attribuer par circonscription électorale, déposée par Monsieur Evrard, Madame Lecomte, Monsieur Jeholet, Madame Durenne, Messieurs Wahl et Mouyard.**

<a href="#">Doc. 126 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret spécial visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête et les suppléants pour les élections du Parlement de Wallonie, déposée par Monsieur Jeholet, Mesdames Durenne, Lecomte, Messieurs Wahl, Mouyard et Crucke.**
<a href="#">Doc. 153 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de rendre incompatible la fonction de ministre avec un mandat exécutif local, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Madame De Bue, Messieurs Dodrimont, Mouyard et Madame Defrang-Firket.**
<a href="#">Doc. 190 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'interdire aux candidats aux élections locales d'être témoins de parti, déposée par Madame Cornet, Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Messieurs Bouchez, Mouyard et Jeholet.*
<a href="#">Doc. 191 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne la répartition des sièges dans les conseils d'administration issus de la coopération entre les communes ou les provinces et modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la répartition des sièges dans les associations visées au chapitre XII, déposée par Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Monsieur Bouchez, Madame Cornet, Messieurs Mouyard et Jeholet.*
<a href="#">Doc. 192 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret visant à modifier le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en déterminant la qualité d'électeur au 1er août de l'année durant laquelle ont lieu les élections, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Bouchez, Crucke, Madame Cornet, Messieurs Mouyard et Jeholet.*
<a href="#">Doc. 246 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'intégrer l'ensemble des rémunérations des présidents de CPAS dans le plafond de 150 % du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat, déposée par Messieurs Hazée et Henry.
<a href="#">Doc. 247 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue d'intégrer l'ensemble des rémunérations dans le plafond de 150 % du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre



	des représentants et du Sénat et d'assurer la transparence des rémunérations, déposée par Messieurs Hazée et Henry.
<a href="#">Doc. 280 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret visant à modifier les articles L1125-11, L1531-2 et L2212-81ter du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de consacrer l'incompatibilité entre le mandat de membre d'un collège communal ou provincial et les fonctions de direction d'une personne morale de droit public ou de droit privé dans laquelle une intercommunale détient une participation, déposée par Messieurs Hazée et Henry.
<a href="#">Doc. 282 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret modifiant les articles L4145-12 à L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête pour les élections communales et provinciales, déposée par Monsieur Fourny, Madame Salvi, Messieurs Arens, Drèze et Madame Leal Lopez.
<a href="#">Doc. 283 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret spécial modifiant l'article 28 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer les listes de suppléants pour les élections au Parlement de Wallonie, déposée par Monsieur Fourny, Madame Salvi, Monsieur Drèze et Madame Simonet.
<a href="#">Doc. 284 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de décret spécial modifiant les articles 29octies et 29nonies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête lors de l'élection au Parlement de Wallonie, déposée par Monsieur Fourny, Madame Salvi, Messieurs Arens, Drèze et Madame Leal Lopez.

Les décrets portant la mention (\*) étaient originellement envoyés en Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie. Ceux portant la mention (\*\*) étaient originellement envoyés en Commission des affaires générales et des relations internationales.

## Auditions en commissions

### ***Commission des affaires générales et des relations internationales***

**Rapport d'activités de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) pour l'année 2013** ([Doc. 46 \(2014-2015\) N° 1](#)) – le 20 octobre 2014, audition de :

- M. Brunet, Administrateur général de l'IWEPS.

### ***Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé***

### **Budget initial 2015 de l'Agence wallonne pour l'intégration des**

**personnes handicapées (AWIPH)** ([Doc. 85 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 9 décembre 2014, audition de :

- Mme Baudine, Administratrice générale de l'AWIPH.

**Gestion de la sécurité routière en Wallonie** ([Doc. 137 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 24 février 2015, auditions de :

- M. Derweduwen, Administrateur général de l'AWSR ;
- M. Willame, Directeur général f.f. de la DGO1 ;
- M. Loyaerts, Directeur général de la DGO2.

**La situation financière, les défis et les perspectives de la SOFICO** ([Doc. 239 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 16 juin 2015, auditions de :

- MM. Langendries et Dehalu, Président et Administrateur délégué de la SOFICO.

**La création de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles** ([CRIC N°184 \(2014-2015\)](#)) - le 15 juillet 2015, audition de :

- M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de l'Action sociale, de la Santé et du Patrimoine.

### ***Commission de l'économie et de l'innovation***

**Projet de décret relatif aux implantations commerciales** ([Doc. 36 \(2014-2015\) N° 1](#) et [1bis](#)) - le 6 janvier 2015, auditions de :

- M. Ceder, Conseiller-expert à l'UVCW ;
- MM. Franck et Moerenhout, Administrateur et Conseiller de l'UPSI ;
- M. Lesceux, Conseiller à l'UCM ;
- M. de Laminne, Directeur général du Comeos pour la Wallonie ;
- Mme Ancion, chargée de mission en aménagement du territoire et urbanisme à l'IEW ;
- M. Calonger, Président de l'AMCV ;
- M. Noirfalisse, Président de l'Apsia.

**Proposition de décret visant à instaurer un prêt dit « Prêt Proxi » en Wallonie**, déposée par MM. Henry, Daele, Hazée et Mme Ryckmans ([Doc. 127 \(2014-2015\) N° 1](#)) et **Proposition de décret portant création des prêts WalWin**, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Dodrimont, Bouchez et Knaepen ([Doc. 142 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 19 mai 2015, auditions de :

- M. Ottoy, Président du Comité Corporate Banking ;
- M. Paquot, Directeur du Département « Economie, R&D et Affaires européennes » de l'UWE ;
- M. Sleenckx, Operationeel Manager Waarborgbeheer nv de PMV ;
- M. Lesceux, Conseiller au Service d'études de l'UCM ;
- M. Di Bartolomeo, Président du Comité de direction de la SOWALFIN ;
- M. Gehenot, Dirigeant f.f. de la DGO7 ;
- M. Lernoux, Expert au Cabinet du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale ;

- Mme El-Khoury, Inspectrice analyste et juriste auprès de la CTIF.

### ***Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie***

#### **Rapport annuel 2013 et rapports annuels spécifiques 2013 de la Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE) ([Doc. 49 \(2014-2015\) N° 1](#))**

- le 21 octobre 2014, audition de :
- M. Ghigny, Président de la CWAPE.

#### **Les conséquences du risque de « black out » électrique ([Doc. 52 \(2014-2015\) N° 1](#))** – le 23 octobre 2014, auditions de :

- M. Ghigny, Président de la CWAPE ;
- M. Degrez, CEO d'Eneco ;
- Mme Fauconnier, Présidente de la CREG ;
- MM. Zenner et Damilot, responsable du Département Customer Relations et responsable du département Public & Regulatory Affairs d'Elia ;
- M. Grifnée, Vice-Président de Synergrid ;
- M. De Schutter, Directeur du département Développement territorial de l'UVCW.

#### **Les finances communales ([Doc. 285 \(2014-2015\) N° 1](#))** – les 22 janvier et 16 juin 2015, auditions de :

- M. Dessoy, économiste chez Belfius ;
- MM. Modart et Crevits, Responsable des comptes des administrations publiques et Inspecteur général à la BNB ;
- Mme Marique et M. Bosquillon, Directrice générale et Directeur des ressources financières de la DGO5 ;
- M. Piron, chercheur-doctorant FNRS ;
- Mme Nemery, Directrice générale du CRAC ;
- MM. Gobert et Maître, Président et directeur du Département gouvernance locale de l'UVCW ;
- M. Defeyt, Vice-Président de la Fédération des CPAS ;
- MM. Crevits et Vancauter, représentants habilités de l'ICN.

#### **Le secteur de la construction ([Doc. 132 \(2014-2015\) N° 1](#))** – le 3 février 2015, auditions de :

- M. Dresse, Directeur général de la FEGC ;
- MM. Carnoy, Argeles et Chamcham, Directeur général, Conseiller principal au Département Environnement et Technologie et Conseiller adjoint au Département Economie de la CCW ;
- M. Cornez, Administrateur de la FWEV ;
- Mme Nemery, Directrice générale du CRAC ;
- M. Willame, Directeur général f.f. de la DGO1 ;
- MM. Geron et Dechamps, Directeur général et Directeur de la Direction des Subventions aux organismes publics et privés de la DGO4 ;
- M. Charlier, Directeur de la Direction de la Tutelle financière sur les Pouvoirs locaux de la DGO5 ;
- Mme Bataille, Secrétaire générale de l'UVCW ;

- M. Mayérus, Inspecteur général f.f. du Département de l'Assistance aux SLSP et aux Locataires.

**La recherche prospective sur la transition énergétique** ([Doc. 162 \(2014-2015\) N° 1](#)) – le 24 mars 2015, auditions de :

- M. Guyot, Responsable de la Direction Anticipation des phénomènes socio-économiques à l'IWEPS ;
- M. Vermeulen, Managing Director de Climact, en charge des relations commerciales et du marketing.

**La politique climatique, débat sur l'intervention en séance plénière de Monsieur Van Ypersele, professeur ordinaire de climatologie et de sciences de l'environnement de l'UCL** ([Doc. 202 \(2014-2015\) N° 1](#)) – le 7 mai 2015, audition de :

- M. Van Ypersele, professeur ordinaire de climatologie et de sciences de l'environnement de l'UCL.

**L'interdiction d'affichage publicitaire dans les espaces publics** ([Doc. 232 \(2014-2015\) N° 1](#)) – les 21 mai et 4 juin 2015, auditions de :

- M. Behrendt, professeur en droit constitutionnel à l'ULg ;
- Mme Vassart, conseillère à l'UVCW ;
- M. Marnette, Directeur général a.i. de la DGO5 ;
- Mmes Pimpurniaux et Collard, Directrice de la Direction de l'urbanisme et de l'architecture et juriste à la Direction juridique de la DGO4 ;
- Mme Lheureux, adjointe au Maire de Grenoble et déléguée Espaces publics et Nature en ville (par visioconférence) ;
- M. Dejean, représentant habilité de l'AEA ;
- M. Buron, représentant habilité de l'association « La Marre », mouvement antipub de réappropriation réfléchi de l'environnement ;
- M. Jehaes, responsable du Département des Voiries publiques de la Ville de Namur.

**La réforme de la politique du logement** ([CRIC N° 186 \(2014-2015\)](#)) – le 15 juillet 2015, audition de :

- M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie.

***Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports***

**« 20 propositions pour la législature 2014-2019 du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) »** ([Doc. 45 \(2014-2015\) N° 1](#)) – le 20 octobre 2014, auditions de :

- M. Guillitte, Président du CWEDD ;
- M. Puts, Vice-Président du CWEDD et Président de la section « Evaluation des incidences sur l'environnement » ;
- M. Decock, Vice-Président du CWEDD et Président de la section « Planification ».

**Rapport d'activités 2012-2013 de la DGO2** ([Doc. 97 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 5 janvier 2015, audition de :  
- M. Loyaerts, Directeur général de la DGO2.

**Rapport d'activités de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) pour l'année 2013** ([Doc. 98 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 5 janvier 2015, auditions de :  
- MM. Govaerts et Brassine, Président et Secrétaire de la CRAT.

**Rapport d'activités du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) pour l'année 2013** ([Doc. 99 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 5 janvier 2015, auditions de :  
- MM. Guillitte et Rouxhet, Président et Secrétaire du CWEDD.

**Rapport d'activités de la Commission des Déchets pour l'année 2013** ([Doc. 100 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 5 janvier 2015, audition de :  
- Mme Nachtergaele, Présidente de la Commission des Déchets.

**Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue de garantir la continuité du service public au sein du Groupe TEC**, déposée par Madame De Bue, Messieurs Bellot, Jeholet, Dodrimont, Maroy et Tzanetatos ([Doc. 67 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 19 janvier 2015, auditions de :  
- M. Vandenbroucke, Administrateur général de la SRWT ;  
- M. Gilson, Directeur de la cellule « General Manager Corporate & Public Affairs » d'Infrabel ;  
- M. Vanloubbeeck, Directeur de la cellule « Head Public and Corporate Affairs » de la SNCB.

**Rapport d'activités de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) pour l'année 2013** ([Doc. 147 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 9 mars 2015, audition de :  
- Mme Fourmeaux, Présidente a.i. de l'AWAC.

**Projet de décret approuvant l'accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballage** ([Doc. 182 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 18 mai 2015, audition de :  
- M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal.

**Les aéroports régionaux et les enjeux en termes d'emplois et de développement économique** ([Doc. 228 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 1er juin 2015, auditions de :  
- MM. Partoune et Happart, Directeur général et Président du CA de Liege Airport S.A. ;  
- MM. Lévêque et Cloquet, Président et CEO de BSCA S.A. ;  
- MM. Etienne et Vuylsteke et de Mme Leburton, Président du CA, Président du Comité exécutif et Directrice générale de la SOWAER.

**Rapport d'activités de la Commission consultative de l'eau pour l'année 2014** ([Doc. 240 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 15 juin 2015, auditions de :  
- Mmes Cors et Neven, Vices-Présidentes de la Commission consultative de l'eau.

**Rapport d'activités 2013 et 2014 de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC)** ([Doc. 241 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 15 juin 2015, audition de :  
- M. Calozet, Président de la CRAEC.

**Proposition de décret modifiant le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols** déposée par M. Henry, Mme Ryckmans, MM. Hazée et Daele ([Doc. 71 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 29 juin 2015, auditions de :  
- M. Verstraete, Président de l'ASENAS ;  
- M. Argeles, Conseiller principal Environnement et Technologie de la CCW ;  
- M. Lambert, Président de la Fedexsol ;  
- M. Adam et Mme al Assouad, Administrateur Directeur et Senior Manager de la SPAQuE ;  
- M. Lebrun, Directeur du Département Environnement, Aménagement du territoire, Energie et Mobilité de l'UWE ;  
- MM. Willame et Masset, Directeur général et Directeur de la DGO1.

**Proposition de résolution visant à responsabiliser les auteurs de mouvements de grèves sauvages**, déposée par M. Fourny, Mmes Moucheron, Waroux et Salvi ([Doc. 161 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 13 juillet 2015, auditions de :  
- M. Rossignon, adjoint du Directeur général de HR Rail ;  
- M. Abdissi, représentant habilité de la CGSP-Cheminots ;  
- M. Joie, Secrétaire général de la SLFP-Cheminots ;  
- M. Havelange, Président de l'ACTP.

### ***Commission de l'emploi et de la formation***

**Budget initial 2015 du FOREm** ([Doc. 86 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 9 décembre 2014, audition de :  
- Mme Vanbockestal, Administratrice générale du FOREm.

**Rapport d'activités de la Commission chèques du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) pour l'année 2013** ([Doc. 87 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 9 décembre 2014, audition de :  
- M. Teheux, Président de la Commission chèques du CESW.

**Rapport d'activités du Conseil consultatif de la formation en alternance (CCFA) pour l'année 2013** ([Doc. 113 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 20 janvier 2015, audition de :  
- Mme Michel, Vice-Présidente du CCFA.

**Rapport d'activités de la Commission du Plan mobilisateur des**

**technologies de l'information et de la communication (P.M.T.I.C.) du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) pour l'année 2013** ([Doc. 138 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 24 février 2015, audition de :  
- Mme Celik, Présidente de la Commission PMTIC.

**La formation en alternance** ([CRIC N° 187 \(2014-2015\)](#)) - le 15 juillet 2015, audition de :  
- Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation.

### ***Commission du budget et de la fonction publique***

**Rapport annuel d'activités de l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne pour l'année 2013** ([Doc. 47 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 6 octobre 2014, audition de :  
- Mme Küntziger, Directrice générale de l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne.

**Rapport d'activités de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour l'année 2013** ([Doc. 44 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 20 octobre 2014, audition de :  
- Mme Michiels, Présidente de la CADA.

**Débat sur les recettes de l'impôt des personnes physiques revenant aux Régions** ([Doc. 176 \(2014-2015\) N° 1](#)) - les 3 et 20 avril 2015, auditions de :  
- M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;  
- M. D'Hondt, Président du Comité de direction du SPF Finances ;  
- M. Hilgers, Président du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie ;  
- M. Donnay, Commissaire au Plan ;  
- M. Boon, Président du Comité de monitoring budgétaire fédéral ;  
- M. Mossay, Président du Comité de monitoring budgétaire wallon.

### ***Commission de l'agriculture et du tourisme***

**Rapport d'activités de la Fondation rurale de Wallonie (FRW) pour l'année 2013** ([Doc. 43 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 20 octobre 2014, audition de :  
- M. Jourez, Directeur général de la FRW.

**Rapport d'activités 2013 du Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W) et liquidation du solde de la dotation** ([Doc. 62 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 10 novembre 2014, auditions de :  
- MM. Destain et Watillon, Directeur général honoraire et Inspecteur général scientifique, chef du Département « Sciences du vivant » du CRA-W.

**Rapport d'activités du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature (CSWCN) pour l'année 2013** ([Doc. 80 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 8 décembre 2014, audition de :  
- Mme Jacquemart et M. Woué, représentants habilités du CSWCN.

**Rapport d'activités de la Commission consultative de la formation professionnelle dans l'agriculture du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) pour l'année 2013** ([Doc. 111 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 19 janvier 2015, auditions de :

- M. Georges et Mme Ledieu, Président a.i. et Secrétaire de la Commission consultative de la formation professionnelle dans l'agriculture.

**La crise du lait** ([Doc. 290 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 3 septembre 2015, audition de :

- M. Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région.

**Réunion conjointe de la Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé, de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie et de la Commission de l'emploi et de la formation**

**Etat des lieux et perspectives pour l'emploi en Wallonie à la suite de la réforme des allocations d'insertion** ([Doc. 210 \(2014-2015\) N° 1](#)) - les 21 avril et 19 mai 2015, auditions de :

- Mme Vanboeckstal, Administratrice générale du FOREm ;
- M. Emonts et Mme Govaerts, Président et Directrice générale de la Fédération des CPAS ;
- M. Bodson, Secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB ;
- M. Antoine, Secrétaire fédéral de la CSC Luxembourg ;
- Mme Mahy, Secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté ;
- M. Lefebvre, membre du mouvement Luttes Solidarité Travail ;
- M. Mikolajczak, Secrétaire général de l'Interfédération des EFT-OISP ;
- M. Demarteau, Directeur en Chef de l'Observatoire de la Santé du Hainaut ;
- M. De Lame, Directeur du Département Emploi et Formation de l'UWE.

**Réunion conjointe de la Commission de l'agriculture et du tourisme et du Comité d'avis chargé de questions européennes**

**La réforme de la politique agricole commune** ([Doc. 112 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 8 janvier 2015, audition de :

- M. Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation de la Grande Région.

**Comité d'avis chargé de questions européennes**

**Projet de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** - les 27 novembre et 11 décembre 2014, les 8 janvier, 6 février, 2 mars 2015, auditions de :

- M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- M. Demarty, Directeur général pour le commerce de la Commission européennes ;



- M. Defraigne, professeur à l'UCL et au Collège d'Europe, Directeur de l'Eur-IFRI ;
- M. Lebeau, spécialiste des questions européennes de la CNE ;
- M. Poncelet, conseiller à la FGTB ;
- MM. Joris et Paquot, Executive Manager du Centre de compétence Europe et international de la FEB, et Directeur du Département Economie et R&D de l'UWE ;
- M. Hayez, Secrétaire général de la FWA ;
- M. Jones, Executive Director, Europe and Eurasia, International Trade Administration, U.S. Department of Commerce (huis clos) ;
- Mme Arena, membre belge du Parlement européen élu par le Collège électoral français ;
- M. Johnson, négociateur en chef pour le Québec de l'AECG entre le Canada et l'UE.

**Les dossiers européens relatifs aux compétences de la Région wallonne** ([Doc. 171 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 26 mars 2015, audition de :

- M. Delaval, Délégué de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles auprès de l'UE.

**L'Accord général sur le commerce des services (ACS) et l'Accord économique et commercial global (AECG-CETA)** - les 23 avril, 1er et 22 juin, et 2 juillet 2015, auditions de :

- M. Demarty, Directeur général pour le commerce de la Commission européennes ;
- M. Lieben, Secrétaire général de la CGSP wallonne ;
- M. Kerneis, Managing Director ESF ;
- Mme Bloem, Ambassadrice et représentante de la Belgique auprès de l'UE pour le commerce international et Directrice générale adjointe au SPF Affaires étrangères ;
- M. Cermack, chargé de recherche et de plaidoyer sur le Travail Décent au CNCD-11.11.11).

**La situation financière en Europe** ([Doc. 193 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 4 mai 2015, audition de :

- M. Coene, membre du Conseil de surveillance prudentielle auprès de la BCE.

***Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes***

**L'égalité des chances hommes-femmes** ([Doc. 139 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 5 février 2015, auditions de :

- M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- Mme Dauby, Présidente du CWEHF.

**Les jeunes parents célibataires précarisés** ([Doc. 156 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 12 mars 2015, auditions de :

- Mme Xhaufaire, chargée de mission auprès de la Fédération des CPAS ;

- Mme Mahy, Secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté ;
- Mme Hibo, chargée d'études et de projets auprès des Femmes prévoyantes socialistes ;
- Mme de Wandeler, responsable du Bureau d'études de Vie Féminine.

### **L'égalité des genres au sein du monde du travail - Les inégalités salariales** ([Doc. 251 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 2 juillet 2015, auditions de :

- Mme O'Dorchai, Directrice scientifique de la Direction « Recherche et Evaluation » de l'IWEPS ;
- M. Van de Sype, Secrétaire général de l'UNIPSO.

## **Visites et missions d'études**

### ***Commission des affaires générales et des relations internationales***

- Du 16 au 20 mars 2015, **mission d'étude d'une délégation de la Commission des affaires générales et des relations internationales en Suisse et en Autriche sur le thème de la démocratie participative et plus particulièrement l'initiative populaire**

L'objectif de la mission était notamment d'établir dans ces deux pays un contact avec les parlements, les administrations compétentes en matière d'initiative populaire afin d'appréhender la façon dont elle est organisée, réglementée et contrôlée.

Un rapport a été présenté par Mme Lambelin et publié le 13 mai 2015 ([Doc. 195 \(2014-2015\) N° 1](#)).

### ***Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé***

**Visite au cabinet du Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine et à l'Institut du Patrimoine wallon (IPW)** - le 26 mars 2015 ([Doc. 287 \(2014-2015\) N° 1](#))

### ***Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie***

- Du 26 au 30 janvier 2015, à Nantes, Rennes et Marseille (France), **mission d'étude d'une délégation de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie sur le black-out électrique**

Cette mission dans trois villes françaises avait pour objectif d'étudier l'utilisation rationnelle et durable de l'énergie, l'organisation efficace d'un marché régional de l'électricité et du gaz en visant une triple préoccupation économique, sociale et environnementale et le développement des énergies renouvelables.

Un rapport a été présenté par M. Maroy et publié le 16 avril 2015 ([Doc. 165 \(2014-2015\) N° 1](#)).

## ***Commission de l'emploi et de la formation***

**Visite à Eupen sur la formation en alternance en Communauté germanophone** - le 5 mai 2015 ([Doc. 194 \(2014-2015\) N° 1](#))

Du 14 au 16 juin 2015, **mission d'étude d'une délégation de la Commission de l'emploi et de la formation sur la plus-value de la formation en alternance en Suisse**

Les objectifs de la mission étaient de comprendre le système de la formation en alternance en Suisse, de rencontrer ses acteurs, d'échanger les bonnes pratiques et d'appréhender son financement.

Un rapport a été présenté par M. Lefebvre et Mme Baltus-Möres et publié le 10 juillet 2015 ([Doc. 252 \(2014-2015\) N° 1](#)).

## ***Commission de l'agriculture et du tourisme***

- Le 27 mars 2015, à Sars-et-Rosières (France), **mission d'étude d'une délégation de la Commission de l'agriculture et du tourisme sur les mécanismes mis en place en France en matière de politique foncière et plus particulièrement les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer)**

La législation sur le bail à ferme ne répondant plus aux attentes ni des propriétaires ni des locataires, une réforme est envisagée en Wallonie, à qui la compétence en la matière est dévolue depuis le 1er janvier 2015. Le but de cette mission était de connaître les acteurs et les mécanismes de la politique foncière française.

Un rapport a été présenté par Mme Brogniez et publié le 16 avril 2015 ([Doc. 166 \(2014-2015\) N° 1](#)).

## ***Comité « Mémoire et Démocratie »***

En collaboration avec l'asbl « Territoires de la Mémoire », une délégation du Parlement de Wallonie s'est rendue, le 12 mars 2015, à la **Cité Miroir de Liège** pour y visiter trois expositions : « L'Art dégénéré selon Hitler », « Notre combat », et « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui », toutes trois consacrées à l'art à l'époque du nazisme et à la déportation.

## Budget de la Région

### Projets de décret de nature budgétaire

<a href="#">Doc. 56 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, adopté le 10 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 57 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, adopté le 10 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 59 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 10 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 60 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 10 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 214 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 16 juillet 2015.
<a href="#">Doc. 215 (2014-2015) N° 1</a>	Projet de décret contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 16 juillet 2015.

### Cour des comptes

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- le **26e cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule Ier ([Doc. 152 \(2014-2015\) N°1](#)) ;
- le **24e Cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II - Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2012 et Résultats à insérer dans le projet de règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2012 ([Doc. 278 \(2014-2015\) N° 1](#)) ;

- un **Rapport d'audit de la Cour des comptes sur « la gestion des inventaires au sein du service public de Wallonie »** ([Doc. 48 \(2014-2015\) N° 1](#)) - le 6 octobre 2014, audition de :
  - Mme Winant, Première Auditrice Révisseuse de la Cour des comptes ;
- un **Rapport d'audit de la Cour des comptes sur « la dématérialisation des marchés publics au sein du service public de Wallonie »** - envoyé en Commission du budget et de la fonction publique le 7 octobre 2014 ;
- un **Rapport d'audit de la Cour des comptes portant sur « deux dispositifs de soutien à l'économie sociale »** - envoyé en Commission de l'économie et de l'innovation le 12 janvier 2015.

## Conseil d'État et Cour constitutionnelle

### Conseil d'État

Le Conseil d'État est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.

L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

Au cours de la session ordinaire 2014-2015, le Conseil d'Etat a remis au Parlement des avis sur les propositions de décret suivantes :

<a href="#">Doc. 42 (2014-2015) N° 2</a>	Proposition de décret introduisant l'usage de la consultation populaire à l'échelon régional, déposée par Monsieur Puget. Avis du Conseil d'Etat remis le 1er avril 2015.
<a href="#">Doc. 58 (2014-2015) N° 2</a>	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'organiser le financement externe des certificats verts via un intermédiaire, déposée par Messieurs Dermagne et Fourny, adoptée le 11 décembre 2014. Avis du Conseil d'Etat remis le 19 novembre 2014.
<a href="#">Doc. 76 (2014-2015) N° 2</a>	Proposition de décret visant à abroger le système de vote automatisé pour les élections locales, déposée par Messieurs Hazée et Henry. Avis du Conseil d'Etat remis le 27 juillet 2015.
<a href="#">Doc. 79 (2014-2015) N° 2</a>	Proposition de décret spécial mettant en œuvre l'article 39bis de la Constitution en vue d'instituer la consultation populaire au niveau régional, déposée par

	Messieurs Fourny et Collignon. Avis du Conseil d'Etat remis le 1er avril 2015.
<a href="#">Doc. 83 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 2</a>	Proposition de décret spécial visant à instituer la consultation populaire régionale, déposée par Messieurs Hazée et Jeholet. Avis du Conseil d'Etat remis le 1er avril 2015.
<a href="#">Doc. 123 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 3</a>	Proposition de décret limitant la rémunération des gestionnaires publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique ainsi qu'au sein des intercommunales, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Wahl, Dodrimont, Knaepen et Bellot. Avis du Conseil d'Etat remis le 5 juin 2015.
<a href="#">Doc. 124 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 2</a>	Proposition de décret limitant la rémunération des gestionnaires publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Wahl, Dodrimont, Knaepen et Bellot. Avis du Conseil d'Etat remis le 5 juin 2015.
<a href="#">Doc. 157 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 2</a>	Proposition de décret et ordonnance conjoints de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française instituant un délégué général aux droits de l'enfant commun à la Communauté française, à la Région wallonne, à la Région de Bruxelles-Capitale, à la Commission communautaire commune et à la Commission communautaire française, déposée par Monsieur Hazée, Madame Ryckmans, Messieurs Daele et Henry. Avis du Conseil d'Etat remis le 10 juillet 2015.
<a href="#">Doc. 242 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 3</a>	Proposition de décret relatif aux règles internes d'organisation et de fonctionnement des intercommunales agissant en qualité de gestionnaires de réseaux de distribution ou de réseaux de communication, déposée par Messieurs Fourny, Dermagne, Desquesnes, Collignon, Madame Vandorpe et Monsieur Imane. Avis du Conseil d'Etat remis le 10 juillet 2015.

## ***Cour constitutionnelle***

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la

Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale. Le Parlement de Wallonie a publié un arrêt qui concerne un décret régional, à savoir :

- arrêt de la Cour constitutionnelle du 30 octobre 2014 concernant le recours en annulation de l'article 30 du décret de la Région wallonne du 28 novembre 2013 portant des mesures diverses en matière de fiscalité des véhicules, des jeux et paris et d'appareils automatiques de divertissement ([Doc. 61 \(2014-2015\) N° 1](#)).

## D. CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

### Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon élu par le Parlement le 22 juillet 2014 se compose de 8 membres :

- **M. Magnette Paul**, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- **M. Prévot Maxime**, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- **M. Marcourt Jean-Claude**, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique ;
- **M. Furlan Paul**, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie ;
- **M. Di Antonio Carlo**, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
- **Mme Tillieux Eliane**, Ministre de l'Emploi et de la Formation ;
- **M. Lacroix Christophe**, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;
- **M. Collin René**, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation de la Grande Région.

Le 25 mars 2015, M. le Ministre-Président du Gouvernement wallon a présenté devant le Parlement de Wallonie son « Discours sur l'état de la Wallonie » ([Doc. 163 \(2014-2015\) N° 1](#)).

### Interpellations et questions

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur le Gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire. La question parlementaire peut prendre la forme d'une question orale, d'une question écrite ou encore d'une question d'actualité.

Une interpellation est une demande d'explication adressée à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une question orale est une question parlementaire qui est développée en réunion de commission. Elle n'ouvre pas de perspective de dépôt d'une motion.

La question écrite ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.



Enfin, la question d'actualité est une demande d'explication adressée à un membre du Gouvernement en séance plénière. Elle porte sur un événement présentant un caractère d'actualité et dont le développement, en raison de son objet, ne peut attendre une prochaine réunion de commission.

Le Parlement de Wallonie aura connu, durant la session 2014-2015, 51 interpellations, 2 777 questions orales, 3 618 questions écrites et 244 questions d'actualité.

Commission	Interpellations	Questions orales
Commission des affaires générales et des relations internationales	8	122
Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	9	597
Commission de l'économie et de l'innovation	4	336
Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie	9	477
Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports	2	513
Commission de l'emploi et de la formation	2	229
Commission du budget et de la fonction publique	10	135
Commission de l'agriculture et du tourisme	7	368

## Rapports

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie est publiée chaque année avant le 31 octobre, sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement de Wallonie, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2014-2015, cette liste a été publiée le 5 novembre 2014 ([Doc. 55 \(2014-2015\) N°1](#)).

## Médiateur

L'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne porte création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Le Médiateur a remis son troisième rapport annuel en date du 30 juin 2015

entre les mains du président du Parlement de Wallonie ([Doc. 183 \(2014-2015\) N°1](#)). Il en ressort qu'au cours de l'année 2014, 3 154 dossiers recevables ont été reçus dont 2 322, soit près de 75%, concernent la Wallonie. Ce sont les administrations régionales de la fiscalité (25%), du logement (22%) et de l'énergie (16%) qui ont fait l'objet du plus grand nombre de plaintes auprès du Médiateur. Pour les administrations wallonnes, 405 dossiers se sont clôturés par une correction totale et 108 par une correction partielle.

M. Bertrand, Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne, a été auditionné par le Parlement de Wallonie concernant le deuxième rapport annuel (01.01.2013 au 31.12.2013) adressé au Parlement wallon par le Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne ([Doc. 28 \(SE 2014\) N° 1](#)) le 6 octobre 2014. Le rapport de cette audition est également disponible ([Doc. 28 \(SE 2014\) N° 2](#)).

## E. RÉOLUTIONS

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement de Wallonie sur un problème de société.

<a href="#">Doc. 50 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution visant à soutenir les initiatives de récoltes de fruits pour les aides alimentaires, déposée par Monsieur Dodrimont, Madame Brogniez, Messieurs Jeholet, Evrard, Crucke et Destrebecq, rejetée le 23 mars 2015.
<a href="#">Doc. 66 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution visant à reporter l'introduction de la taxe au kilomètre pour les camions, déposée par Messieurs Crucke, Jeholet, Madame Dock et Monsieur Dodrimont, rejetée le 7 mai 2015.
<a href="#">Doc. 68 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution visant à prévoir l'obligation d'informer l'acheteur particulier quant aux caractéristiques adultes de l'animal à acquérir ainsi qu'à l'espace de vie nécessaire à ce dernier, déposée par Madame Defraigne.
<a href="#">Doc. 70 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution visant la reconnaissance par la Belgique de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël, déposée par Madame Ryckmans, Messieurs Daele, Hazée et Henry, retirée par ses auteurs en date du 11 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 74 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution relative à la reconnaissance officielle de l'État de Palestine par la Belgique et par l'Union européenne, déposée par Mesdames Waroux et Vandorpe, adoptée le 11 décembre 2014.
<a href="#">Doc. 75 (2014-2015) N° 1</a>	Proposition de résolution relative à la reconnaissance formelle par la Belgique de l'Etat de Palestine, déposée par Mesdames Lambelin, Zrihen, Gahouchi, Bonni,

	Monsieur Dermagne et Madame Gérardon, retirée par ses auteurs en date du 11 décembre 2014.
<a href="#"><u>Doc. 77 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à réformer le système de contrôle des opérations électorales et de vérification des pouvoirs, déposée par Messieurs Hazée, Daele, Henry et Madame Ryckmans.
<a href="#"><u>Doc. 82 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution demandant l'abandon du vote électronique, déposée par Messieurs Hazée et Henry, adoptée le 3 juin 2015.
<a href="#"><u>Doc. 88 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à la reconnaissance de l'Etat palestinien par la Belgique, déposée par Messieurs Jeholet, Mouyard, Madame Durenne, Monsieur Crucke et Madame Lecomte, rejetée le 11 décembre 2014.
<a href="#"><u>Doc. 93 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à la politique climatique et à la solidarité internationale de la Wallonie, déposée par Messieurs Bouchez, Jeholet, Crucke, Madame Defrang-Firket et Monsieur Maroy, rejetée le 7 mai 2015.
<a href="#"><u>Doc. 96 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à la lutte contre les abandons d'animaux domestiques, déposée par Messieurs Prévot, Onkelinx, Mesdames Morreale, Pécriaux, Monsieur Legasse et Madame Kapompolé.
<a href="#"><u>Doc. 103 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à réduire les délais de paiement des pouvoirs publics en Wallonie, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Knaepen, Bouchez, Henquet et Dodrimont.
<a href="#"><u>Doc. 104 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à la tarification transfrontalière en matière de transport en commun, déposée par Monsieur Bellot, Madame Lecomte et Monsieur Evrard.
<a href="#"><u>Doc. 106 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution contre la privatisation de Belfius, déposée par Messieurs Fourny et Antoine.
<a href="#"><u>Doc. 107 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'instauration d'une consigne pour les canettes, déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Moucheron, Waroux, Schyns, Salvi et Vandorpe.
<a href="#"><u>Doc. 129 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un pacte énergétique national pour la transition énergétique, déposée par Messieurs Henry, Hazée, Madame Ryckmans et Monsieur Daele, adoptée le 23 septembre 2015.
<a href="#"><u>Doc. 130 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution portant création d'une commission spéciale relative au renouveau démocratique, déposée par Messieurs Collignon,

	Fourny et Arens, adoptée le 23 mars 2015.
<a href="#">Doc. 131 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant la centralisation régionale des garanties locatives, déposée par Messieurs Dermagne, Collignon et Imane, adoptée le 23 mars 2015.
<a href="#">Doc. 134 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution portant la création d'une commission spéciale chargée du renouveau démocratique, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#">Doc. 136 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à intensifier la lutte contre le dumping social en Région wallonne, déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Vandorpe et Simonet, adoptée le 25 mars 2015.
<a href="#">Doc. 143 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative à la réforme du régime de chômage avec complément d'entreprise, déposée par Messieurs Gillot et Warnier.
<a href="#">Doc. 144 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à intégrer l'apprentissage de l'utilisation de l'éthylotest dans la formation à la conduite, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#">Doc. 145 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant au maintien d'une liaison Thalys le long de la dorsale wallonne, déposée par Messieurs Martin, Dupont, Dufrane, Mesdames Gahouchi, Poulin et Monsieur Sampaoli.
<a href="#">Doc. 150 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis, déposée par Monsieur Antoine, Mesdames Simonet, Moinnet et Monsieur Fourny, adoptée le 7 mai 2015.
<a href="#">Doc. 151 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), déposée par Madame Ryckmans, Messieurs Hazée, Daele et Henry, rejetée le 7 mai 2015.
<a href="#">Doc. 154 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative aux accords de libre-échange négociés par l'Union européenne et plus spécifiquement au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, déposée par Madame Zrihen, Messieurs Imane, Legasse, Sampaoli et Collignon.
<a href="#">Doc. 160 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à la lutter contre le gaspillage alimentaire, déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Moucheron, Salvi et Moinnet.
<a href="#">Doc. 161 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à responsabiliser les auteurs de mouvements de grèves sauvages, déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Moucheron, Waroux et

	Salvi.
<a href="#">Doc. 168 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à promouvoir l'accessibilité des chiens d'assistance dans les établissements et installations destinés au public, déposée par Mesdames Morreale et Vienne, adoptée le 18 novembre 2015.
<a href="#">Doc. 184 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution concernant les compétences de la Cour des comptes dans le contrôle de la SOGEPa et de ses filiales, déposée par Monsieur Gillot.
<a href="#">Doc. 185 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative aux dessertes ferroviaires internationales de passagers au départ et à destination de la Wallonie, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Bellot, Madame De Bue, Messieurs Knaepen et Bouchez.
<a href="#">Doc. 187 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI/TTIP), déposée par Messieurs Gillot et Warnier.
<a href="#">Doc. 189 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution sur l'avenir du précompte immobilier et l'ambition du Gouvernement wallon vis-à-vis de celui-ci, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Knaepen, Henquet, Madame Cornet et Monsieur Bouchez.
<a href="#">Doc. 196 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à améliorer la qualité d'emploi et le financement du système des titres-services, déposée par Madame Ryckmans et Monsieur Hazée.
<a href="#">Doc. 197 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant au maintien du projet du tram à Liège, déposée par Mesdames Defraigne, Defrang-Firket, Messieurs Dodrimont et Jeholet.
<a href="#">Doc. 198 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative à la politique wallonne en matière de logement étudiant, déposée par Messieurs Arens et Fourny.
<a href="#">Doc. 199 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre l'homophobie et à ouvrir le don de sang aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, déposée par Monsieur Lefebvre.
<a href="#">Doc. 200 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution visant un recentrage des plans de cohésion sociale, déposée par Mesdames Vienne, Pécriaux, Monsieur Martin, Mesdames Bonni, Kapompole et Monsieur Onkelinx.
<a href="#">Doc. 201 (2014-2015)</a> <a href="#">N° 1</a>	Proposition de résolution relative au projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA), déposée par Messieurs Gillot et Warnier.
<a href="#">Doc. 203 (2014-2015)</a>	Proposition de résolution visant à défendre les

<a href="#"><u>N° 1</u></a>	Chrétiens d'Orient victimes de persécutions, déposée par Monsieur Puget.
<a href="#"><u>Doc. 206 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant la mise en œuvre, conformément à l'article 139 de la Constitution, du transfert des compétences à la Communauté germanophone, déposée par Madame Baltus-Möres, Messieurs Jeholet, Crucke, Evrard, Mesdames Dock et Defrang-Firket.
<a href="#"><u>Doc. 211 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG), déposée par Madame Ryckmans et Monsieur Hazée.
<a href="#"><u>Doc. 212 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution sur l'Accord économique et commercial global (AECG), déposée par Madame Zrihen, Messieurs Sampaoli, Legasse, Imane, Mesdames Lambelin et Gahouchi.
<a href="#"><u>Doc. 213 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution concernant la limitation des allocations d'insertion et ses conséquences pour la Wallonie, déposée par Madame Ryckmans, Messieurs Hazée, Daele et Henry.
<a href="#"><u>Doc. 226 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à la stratégie aéroportuaire wallonne, déposée par Messieurs Jeholet, Tzanetatos, Dodrimont, Madame Defraigne, Monsieur Knaepen et Madame Defrang-Firket.
<a href="#"><u>Doc. 227 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution appelant à une relance de la création de réserves naturelles en Wallonie, déposée par Monsieur Henry et Madame Ryckmans, rejetée le 1er juillet 2015.
<a href="#"><u>Doc. 234 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution sur la mise en valeur de l'ensemble des produits issus de l'agriculture wallonne, déposée par Madame Brogniez, Messieurs Jeholet, Bellot, Destrebecq, Evrard et Madame Durenne, rejetée le 14 octobre 2015.
<a href="#"><u>Doc. 237 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à permettre le maintien à domicile des seniors par le développement du « logement kangourou » en Wallonie, déposée par Madame Leal Lopez, Messieurs Arens et Fourny.
<a href="#"><u>Doc. 238 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à soutenir le Docteur Denis Mukwege et son combat en faveur de la lutte contre les violences sexuelles dans l'Est de la République démocratique du Congo, déposée par Monsieur Crucke, Mesdames Ryckmans, Waroux, Monsieur Lefebvre, Mesdames Baltus-Möres et Durenne.
<a href="#"><u>Doc. 245 (2014-2015)</u></a>	Proposition de résolution relative à l'accueil temporaire

<a href="#"><u>N° 1</u></a>	des gens du voyage en Wallonie, déposée par Messieurs Daele et Hazée.
<a href="#"><u>Doc. 248 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à instaurer un dispositif de loyer de référence, déposée par Messieurs Stoffels, Dermagne, Collignon, Dupont et Onkelinx.
<a href="#"><u>Doc. 250 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'Accord économique et commercial global Union européenne-Canada (AECG), déposée par Madame Simonet, Messieurs Antoine, Arens, Fourny, Mesdames Moinnet et Waroux.
<a href="#"><u>Doc. 253 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements, déposée par Monsieur Stoffels.
<a href="#"><u>Doc. 255 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'encouragement des pouvoirs locaux à la participation aux opérations de sensibilisation au don d'organes, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Maroy, Crucke, Jeholet et Bouchez, adoptée le 28 octobre 2015.
<a href="#"><u>Doc. 256 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Courard, Mottard, Madame Kapompole et Monsieur Devillers.
<a href="#"><u>Doc. 257 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Drefrang-Firket, Messieurs Mouyard, Wahl, Mesdames Durenne et Lecomte.
<a href="#"><u>Doc. 258 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à soutenir le développement du secteur des drones en Wallonie, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Jeholet, Dodrimont, Evrard et Madame Dock
<a href="#"><u>Doc. 260 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à lutter contre la pénurie de médecins généralistes en zone rurale, déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Salvi, Leal Lopez, Monsieur Arens et Madame Moinnet.
<a href="#"><u>Doc. 263 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution en vue de rendre obligatoire la consultation des pouvoirs locaux pour tout projet de décret et d'arrêté du Gouvernement wallon susceptible d'influencer les finances et/ou la gestion des villes, communes et provinces, déposée par Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Messieurs Maroy, Bouchez, Madame Baltus-Möres et Monsieur Jeholet.
<a href="#"><u>Doc. 264 (2014-2015)</u></a>	Proposition de résolution appelant à fournir un cadre

<a href="#"><u>N° 1</u></a>	juridique sûr à la colocation, déposée par Messieurs Hazée et Henry.
<a href="#"><u>Doc. 265 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à organiser les séjours temporaires des gens du voyage dans les communes wallonnes, déposée par Mesdames Vienne, Pécriaux, Monsieur Luperto, Madame Gahouchi, Messieurs Dermagne et Imane.
<a href="#"><u>Doc. 279 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative au chaînon manquant « Cerexhe-Heuseux-Beaufays », déposée par Monsieur Dodrimont, Madame Defrang-Firket, Monsieur Jeholet, Madame Defraigne, Monsieur Lecerf et Madame Baltus-Möres.
<a href="#"><u>Doc. 281 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant à permettre aux communes de petite taille d'engager leur propre directeur financier local, déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Bouchez, Madame Defrang-Firket, Messieurs Knaepen et Maroy.
<a href="#"><u>Doc. 286 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à la formation en alternance, déposée par Monsieur Drèze, Mesdames Zrihen, Vandorpe, Monsieur Lefebvre, Mesdames Schyns et Gonzalez Moyano.
<a href="#"><u>Doc. 288 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution visant la mise en place d'une commission spéciale relative à la reprise et à la gestion des laminoirs de Longtain, déposée par Monsieur Destrebecq.
<a href="#"><u>Doc. 291 (2014-2015)</u></a> <a href="#"><u>N° 1</u></a>	Proposition de résolution relative à l'accueil des réfugiés de guerre en Wallonie, déposée par Messieurs Fourny, Antoine, Madame Salvi, Monsieur Arens, Madame Vandorpe et Monsieur Drèze, retirée par ses auteurs le 28 septembre 2015.

## F. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

En vertu de l'article 62 du Règlement<sup>1</sup>, la Conférence des présidents peut, d'initiative ou sur proposition d'une commission, décider d'organiser un débat en séance plénière sur un thème particulier. Il en va de même, en application de l'article 137.2<sup>2</sup>, lorsque plusieurs questions d'actualité portent sur le même sujet.

### Débats extraordinaires

#### - Séance plénière du 24 septembre 2014

<sup>1</sup> Article 70 du Règlement tel que modifié le 16 juillet 2015.

<sup>2</sup> Article 145.4 du Règlement tel que modifié le 16 juillet 2015.



Débat sur les conséquences pour l'économie wallonne de la situation ukrainienne ([CRI N° 1 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 30 septembre 2014**

Débat sur les conséquences du risque de « black-out » électrique ([CRI N° 2 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 8 octobre 2014**

Débat sur l'empreinte écologique de la Belgique ([CRI N° 3 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 22 octobre 2014**

Débat sur les inquiétudes et les perspectives en matière d'emploi et les titres-services ([CRI N° 4 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 12 novembre 2014**

Débat sur le logement (primes, logement publics, ancrage communal et agences immobilières sociales) ([CRI N° 5 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 26 novembre 2014**

Débat sur les transports en commun ([CRI N° 6 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 7 janvier 2015**

Débat sur les routes et la sécurité routière ([CRI N° 9 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 21 janvier 2015**

Débat sur la fin des quotas laitiers ([CRI N° 10 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 4 février 2015**

Débat sur les objectifs de la réforme du Code du développement territorial ([CRI N° 11 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 25 février 2015**

Débat sur la fiscalité routière ([CRI N° 12 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 25 mars 2015**

Débat sur l'état de la Wallonie ([CRI N° 14 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 22 avril 2015**

Débat sur le transfert des moyens financiers de l'Etat fédéral aux Régions en application de la nouvelle loi de financement ([CRI N° 15 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 7 mai 2015**

Débat relatif à la communication du Gouvernement wallon sur le premier feuillet d'ajustement des budgets des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 ([CRI N° 17 \(2014-2015\)](#))

Débat sur la stratégie aéroportuaire en Wallonie ([CRI N° 17 \(2014-2015\)](#))

**- Séance plénière du 3 juin 2015**

Débat sur l'attribution des fonds européens FEDER ([CRI N° 19 \(2014-2015\)](#))

Débat sur le plan Marshall 4.0 ([CRI N° 19 \(2014-2015\)](#))

**Débats relatifs à des questions d'actualité**

**- Séance plénière du 24 septembre 2014**

Débat sur l'évolution de l'entrepreneuriat wallon ([CRI N° 1 \(2014-2015\)](#))

# RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

## A. ÉVÉNEMENTS

### Journées du Patrimoine

Les 12 et 13 septembre 2015, le Parlement de Wallonie a organisé une animation sur le thème des « Lieux de Mémoire » à l'occasion des Journées du Patrimoine en proposant aux plus de 500 visiteurs qu'a compté cette édition de rencontrer « en chair et en os » des personnages historiques (John Locke, Montesquieu, Emmanuel Sieyès, Louis de Potter ou encore Gaston Eyskens) qui ont fait naître et se renforcer la démocratie parlementaire.

### Journée « Place aux enfants »

Le 18 octobre 2014, le Parlement de Wallonie a reçu 28 jeunes Namurois qui ont prêté serment et voté sur des propositions de résolutions. Accueillis par le Président André Antoine, les jeunes députés ont pu découvrir leur parlement et se glisser dans la peau d'un parlementaire le temps d'une matinée.

### Opération « Un jour au Parlement de Wallonie »

Le Greffe du Parlement de Wallonie a organisé, pour la troisième année consécutive, l'opération « Un jour au Parlement de Wallonie ». Elle s'est déroulée du 30 mars au 3 avril 2015 et a rassemblé près de 700 élèves.

Cette initiative permet aux élèves d'apprendre et de réellement comprendre le fonctionnement démocratique en le pratiquant aux côtés des députés wallons, du greffier de l'assemblée et du président du Parlement de Wallonie.

### Divers

#### *Septembre 2014*

Le 24 septembre 2014, une **action de sensibilisation des parlementaires** s'est tenue avant la séance plénière. Des représentants de la société civile et de mondes économiques et politiques ont entendu les interventions de M. Serge Fallon, Président de la Fédération wallonne horticole, et de M. René Collin, Ministre en charge de l'agriculture. Les difficultés causées par la faiblesse des cours de poires et de pommes ont été évoquées et il a été appelé à la poursuite du soutien public au secteur.

#### *Octobre 2014*

Le 17 octobre 2014, à l'occasion de la **Journée Mondiale du Refus de la Misère** 2014, le Mouvement Luttes Solidarités Travail (LST), mouvement de

rassemblement des plus pauvres, a organisé un rassemblement au Parlement de Wallonie devant la Dalle en l'honneur des victimes de la misère. Les membres de l'association ont pris la parole pour témoigner de la criminalisation de la pauvreté.

### *Novembre 2014*

Le 17 novembre 2014, plus d'une centaine de citoyens ont pris part au Palais des Congrès de Namur au premier **Dialogue avec les citoyens organisé par le Comité des Régions de l'Union européenne (CdR)** avec le soutien du Parlement de Wallonie sur le thème « L'Europe en Wallonie ».

Les orateurs ont fait part de leur conviction que collectivités locales, parlements régionaux et Comité des Régions avaient désormais le devoir de s'interposer pour rapprocher le citoyen de la construction européenne.

Le 26 novembre 2014 au Parlement de Wallonie, trois nouveaux portraits ont été inaugurés. Les photos de MM. Patrick Dupriez et Maxime Prévot ont rejoint la **galerie de portraits** des anciens Présidents. Le portrait de M. Rudy Demotte a quant à lui trouvé sa place dans la galerie des anciens Ministres-Présidents.

Le 26 novembre 2014, M. André Antoine a remis des **décorations dans les Ordres nationaux** à 22 parlementaires wallons, actuels et anciens :

- MM. Serge Kubla et Michel Lebrun ont été décorés de la Grande Croix de l'Ordre de Léopold II ;
- M. Rudy Demotte a été promu Grand Officier de l'Ordre de Léopold ;
- MM. Philippe Henry et Marcel Neven et Mme Eliane Tillieux ont été faits Commandeurs de l'Ordre de Léopold ;
- Mme Chantal Bertouille et M. Jean-Paul Wahl sont devenus Officiers de l'Ordre de Léopold ;
- M. Willy Borsus, Mme Caroline Cassart-Mailleux, M. Jean-Luc Crucke, Mme Monika Dethier-Neumann, M. Carlo Di Antonio, Mme Françoise Fassiaux-Looten, M. Pierre-Yves Jeholet, Mme Joëlle Kapompole, M. Benoît Langendries, M. Alain Onkelinx, Mme Sophie Pécriaux, M. Maxime Prévot, M. Daniel Senesael et Mme Isabelle Simonis ont reçu la décoration de Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Le 26 novembre 2014, une **action de soutien à la demande de reconnaissance de la culture de la frite** au patrimoine culturel et immatériel de la Fédération Wallonie-Bruxelles et, à terme, de l'humanité s'est tenue au Parlement de Wallonie : M. René Collin, Ministre en charge de l'agriculture, a servi des cornets de frites aux députés dans le cadre du lancement de la quatrième Semaine de la frite qui se déroulait du 1er au 7 décembre en Wallonie.

### *Janvier 2015*

Destiné essentiellement aux conseils communaux et provinciaux d'enfants et de jeunes, les **Prix Arthur Haulot** pour l'année 2014 ont été remis le 21 janvier 2015 en séance plénière du Parlement de Wallonie, en présence de nombreuses personnalités.

Le jury, présidé par Mme Claire Pahaut, a choisi de récompenser le Conseil communal des jeunes de Walcourt pour son projet « Les chemins de mémoire » et le Conseil communal des enfants de Havelange pour son projet « Passeurs de mémoire, d'ici ou d'ailleurs ».

Il a aussi décerné deux mentions spéciales à l'école communale Arthur Grumiaux de Les Bons Villers pour son projet « Travail de mémoire » et à l'asbl « M.D.A. - L'Info des Jeunes » de Seraing pour son projet « Mémoire de guerre, guère de mémoire ».

Le 28 janvier 2015 se sont tenus les premiers **Vœux de la Démocratie wallonne au Parlement**.

Accueillis par le Président André Antoine et M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, les gouverneurs de provinces et les bourgmestres ont pu échanger sur la situation des pouvoirs locaux, après avoir reçu les vœux de bonne année de leurs hôtes.

*Février 2015*

C'est au cours de la séance plénière du 25 février 2015 que le titre de « **Passeur de mémoire 2014** » a été décerné par le Parlement à deux personnalités ayant joué un rôle actif dans la transmission, principalement auprès des jeunes générations, d'événements politiques et sociaux tragiques de notre histoire et ce dans une optique de promotion des valeurs démocratiques et de résistance aux idées liberticides. Les deux lauréats élus par le Comité « Mémoire et Démocratie » du Parlement de Wallonie sont Monsieur Paul Dandrifosse et Madame Ghislaine Godfroid.

*Mars 2015*

Le 6 mars 2015, à l'occasion de la **Journée internationale des droits des femmes**, un colloque sur le thème « Les femmes au cœur des politiques wallonnes » s'est tenu au Parlement de Wallonie et, du 2 au 13 mars, une exposition de photos a été accueillie dans la galerie de verre.

Le 21 mars 2015, la Jeune Chambre Internationale Belgium Wallonie Bruxelles a organisé dans les murs du Parlement de Wallonie une « **Journée du jeune citoyen responsable** », à laquelle le Président André Antoine a participé.

*Juillet 2015*

A l'invitation du Bureau du Parlement, l'**asbl Plate-forme francophone du volontariat** a présenté ses revendications aux députés wallons le 1er juillet 2015.

Les responsables de la plate-forme qui regroupe 31 associations et plus de 300.000 volontaires ont indiqué que si volontariat et emploi sont complémentaires, ils ne sont pas pour autant interchangeable. Le volontariat ne peut donc être du sous-emploi. Les députés wallons ont ensuite pu découvrir en primeur la campagne « Un geste gratuit ça n'a pas de prix ».

*Septembre 2015*

Le 2 septembre 2015, le Parlement wallon est devenu le Parlement de Wallonie et s'est doté d'un **nouvel emblème** qui reprend la forme originale des travées de la salle des séances plénières de part et d'autre du nouveau nom de l'institution.



Du 11 au 30 septembre 2015, le Parlement de Wallonie a accueilli quatre des quatorze coqs wallons géants de l'**exposition « Coqs Parade »** décorés par des artistes locaux à l'initiative de la Fédération du Tourisme de la Province de Namur.

## B. VISITER LE PARLEMENT DE WALLONIE

### Visiter le bâtiment Saint-Gilles

Les demandes pour une visite de groupe doivent être introduites par écrit au moins un mois à l'avance. Un formulaire d'inscription est disponible sur le site web du Parlement de Wallonie, rubrique « Visite ».

### Comment assister à une séance plénière ou à une réunion de commission ?

L'agenda des travaux est consultable sur le site web du Parlement de Wallonie ([www.parlement-wallonie.be](http://www.parlement-wallonie.be)). Les réunions sont publiques et l'accueil se fait rue Notre-Dame, à Namur, sur présentation d'une pièce d'identité.

Les séances plénières peuvent par ailleurs être suivies en direct via le site web. Depuis septembre 2015, ce sont les 11 télévisions locales de Wallonie qui retransmettent les séances plénières du Parlement.

### Statistiques

Durant la session 2014-2015, 3 386 personnes, réparties en 115 groupes, ont eu la possibilité de découvrir le Parlement de Wallonie.

# RELATIONS INTERNATIONALES

## A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES

- Le 3 février 2015, **Monsieur Michel Audet, nouveau Délégué général du Québec en Belgique** a visité le Parlement de Wallonie.

L'entente entre le Parlement de Wallonie et l'Assemblée nationale du Québec remonte déjà à 2003 et a permis de multiples échanges très constructifs. Un échange de vues est notamment intervenu sur les pratiques existant au Québec en matière de démocratie participative.

- Le 5 mai 2015, le Parlement de Wallonie a reçu une délégation du Groupe d'amitié Maroc-Belgique de la Chambre des représentants du Royaume du Maroc. **Monsieur Abdellah El Boukili, Président de la délégation marocaine**, a notamment évoqué le processus de régionalisation en cours dans son pays ainsi que la question de l'égalité des genres.

- Le 12 mai 2015, **S.E. M. Ihor Dolhov, Ambassadeur de la République d'Ukraine en Belgique**, a été reçu au Parlement de Wallonie.

La perception par la population ukrainienne de l'action de l'Union européenne et les perspectives de fédéralisation du pays ont été évoquées durant cet entretien, l'Ukraine souhaitant désormais se développer dans un nouveau milieu démocratique et préserver son pouvoir de décider de son sort.

- Le 18 juin 2015, a eu lieu la visite d'**une délégation de la Province du Hubei** (centre de la Chine) emmenée par **le Vice-Gouverneur de la Province, Monsieur Wang Xiaodong**.

Les relations entre la Wallonie et la Province du Hubei sont très étroites, ainsi qu'en atteste un protocole de jumelage signé en 2012. Les échanges ont notamment porté sur la reconversion économique très rapide de la Province, qui suppose le développement des secteurs de la recherche et de l'innovation.

- Le 29 juin 2015, le Parlement de Wallonie a reçu la visite de **S.E. Monsieur Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg**.

Les Présidents Di Bartolomeo et Antoine ont convenu d'un important programme de travail pour les deux prochaines années, qui permettra de faciliter les échanges de bonnes pratiques dans les domaines qui ont une incidence au niveau local, de mieux comprendre les problèmes que vivent les frontaliers et d'encourager la connaissance par la jeunesse des deux entités. La formation politique des citoyens et des jeunes en particulier a notamment été abordée.

- Le 6 juillet 2015, le Parlement de Wallonie a reçu la visite d'**une délégation du Congrès provincial de Liaoning**, province située au nord-est de la Chine, emmenée par **Monsieur Dou Mingyang, membre du Comité permanent du Congrès provincial de Liaoning et Directeur général adjoint du comité en charge des questions éthiques, des affaires étrangères et des relations avec l'outre-mer.**

Une déclaration conjointe appelant à poursuivre l'échange d'informations sur le système de représentation de la population, les processus législatifs et les modes de gouvernement qui prévalent en Province de Liaoning et en Wallonie a été signée. Le Président Antoine a par ailleurs rappelé l'importance de la formation des jeunes générations. Une réunion de travail portant sur les thématiques du tourisme et de l'aide aux aînés a conclu la visite.

- Le 9 septembre 2015, le Parlement de Wallonie a reçu la visite d'**une délégation du Sénat de la République du Kenya** conduite par **Monsieur Kembi-Gitura, Vice-Président.**

La Haute Assemblée kenyane souhaite s'inspirer de bonnes pratiques et comparer les systèmes politiques à l'étranger. Elle organise pour ce faire des missions d'étude dans des pays fédéraux ou décentralisés.

Présentant le modèle fédéral belge, le Président Antoine a insisté sur la place nouvelle qu'occupe le Parlement de Wallonie depuis, d'une part, la sixième réforme de l'Etat et, d'autre part, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

## **B. AUDITIONS DE HAUTES PERSONNALITÉS**

- Le 11 mars 2015, **Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg**, est intervenu à la tribune du Parlement de Wallonie ([CRI N° 13 \(2015-2015\)](#)).

C'était la première fois de son histoire que le Parlement de Wallonie accueillait à sa tribune un chef de gouvernement étranger.

A l'occasion de son intervention en séance plénière, M. Bettel a rappelé l'intérêt que son pays et la Wallonie ont à défendre des projets communs. Il a également mis en évidence la volonté de transparence du Grand-Duché, notamment dans le domaine fiscal, sur base de règles qui s'imposent à tous.

Faisant état de l'importance des relations économiques avec la Belgique, il a détaillé la situation des travailleurs frontaliers. Il a en outre formé le vœu de l'amélioration de la liaison ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles.

En conclusion d'un large tour d'horizon au cours duquel il a aussi abordé les thèmes de la formation, de la recherche et de l'énergie, le Premier Ministre a confirmé que la Wallonie est un partenaire essentiel du Grand-Duché.

- Le 6 mai 2015, **M. Herman Van Rompuy, Président sortant du Conseil**



**européen**, est intervenu à la tribune du Parlement de Wallonie ([CRI N° 16 \(2014-2015\)](#)).

M. Van Rompuy a rappelé que l'Union européenne avait traversé une crise profonde en conséquence de la mauvaise gouvernance de certains pays après la création de l'euro mais que dès le retour de la stabilité, une politique de croissance et d'emploi avait été mise en œuvre, ce qui démontre que la crise est une occasion pour approfondir le projet européen.

L'intervenant a également plaidé pour que la reprise économique soit mise à profit pour approfondir les réformes structurelles et renforcer la compétitivité, notamment parce que le chômage renforce le populisme et l'extrémisme.

Constatant que l'Europe est un facteur de paix, les membres du Parlement de Wallonie se sont interrogés quant à la manière de la faire mieux correspondre aux souhaits des peuples. Ils ont notamment souligné l'importance de la pédagogie pour réduire les incompréhensions.

## C. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

### Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux)

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux a tenu des réunions de commissions les 13 décembre 2014, 23 janvier, 6 février, 6 mars, 20 avril, 1er et 5 juin 2015.

Le Conseil s'est réuni en séance plénière les 27 mars et 12 juin 2015.

### Conférence des assemblées législatives régionales d'Europe (CALRE)

La CALRE réunit les parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif, soit 74 régions réparties dans 8 pays.

Ses missions consistent à approfondir la participation démocratique de ses membres dans le cadre de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalière.

Le **Groupe de travail « Subsidiarité »** de la CALRE s'est réuni à Milan le 2 octobre 2014 et s'est plus particulièrement penché sur la question de savoir si la subsidiarité est une procédure ou une idée politico-culturelle.

Le **Groupe de travail consacré aux politiques de cohésion et au fédéralisme financier** s'est réuni le 20 octobre 2014 et s'est intéressé aux objectifs et actions de l'Union européenne visant à supprimer les inégalités de

développement, à augmenter les opportunités de croissance et l'inclusion sociale des citoyens et à promouvoir la cohésion économique entre les territoires.

La **18e assemblée générale de la CALRE** s'est réunie du 6 au 8 novembre 2014 à Saint-Jacques de Compostelle (Galice, Espagne).

L'assemblée a approuvé les rapports de ses cinq groupes de travail qui se sont réunis tout au long de l'année et dont le mandat a été renouvelé. Ces groupes conduisent des réflexions sur les thématiques suivantes : subsidiarité ; e-démocratie ; immigration ; politiques de cohésion et politiques territoriales et environnementales.

Le **premier Comité permanent de la CALRE** s'est réuni pour la première fois le 13 mars 2015 sous la présidence de M. Raffaele Cattaneo, Président de la Région Lombardie.

Lors de la réunion du Comité permanent au sein duquel il représente, en 2015, les parlements belges, le Président Antoine a demandé aux membres de la CALRE d'accorder une attention particulière au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), faisant état des débats approfondis et des auditions qui ont déjà eu lieu au Parlement de Wallonie.

### Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

La **53e séance plénière du CPI** s'est réunie le 28 novembre 2014 à Trèves (Allemagne). M. André Antoine, Président, Mme la Députée Baltus-Möres et MM. les Députés Evrard et Sampaoli y représentaient le Parlement de Wallonie.

Le Conseil a adopté des recommandations concernant :

- des pistes d'amélioration de la mobilité transfrontalière ;
- les services publics de radiodiffusion ;
- une plate-forme Internet journalistique pour la Grande Région ;
- la mise en œuvre de la nouvelle Politique agricole commune de l'Union européenne ;
- la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale par la Grande Région ;
- la réalisation du programme de travail du Sommet de la Grande Région ;
- la situation économique et sociale de la Grande Région.

A l'occasion de cette séance plénière, M. André Antoine a été élu à l'unanimité Président du CPI pour les années 2015 et 2016.

Le **14e Sommet de la Grande Région** s'est tenu le 4 décembre 2014 à Mayence (Rhénanie-Palatinat, Allemagne). La Wallonie assure la présidence de la Grande Région à partir du 1er janvier 2015.

M. André Antoine, Président du CPI, a présenté ses cinq priorités politiques : l'emploi, avec notamment la volonté de renforcer les échanges systématiques d'offres d'emploi et de formation ; les échanges linguistiques centrés sur les jeunes, sans négliger l'éventuel élargissement des possibilités d'accès à la plateforme Wallangues ; la mobilité transfrontalière au travers de la promotion de l'utilisation des transports en commun et de l'accroissement des possibilités pour les bus d'utiliser les bandes d'arrêt d'urgence ; l'agriculture et la ruralité et spécialement le statut des jeunes agriculteurs ; la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale en promouvant la « route du souvenir ».

**L'inauguration de la Maison de la Grande Région** a eu lieu le 17 juin 2015 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg). Celle-ci regroupe sous un seul toit les bureaux d'un grand nombre d'entités de la Grande Région. Elle sera un lieu de rencontre, d'échange et de synergies pour les acteurs impliqués au sein de la Grande Région.

La **54e séance plénière du CPI** s'est tenue le 19 juin 2015, au Parlement de Wallonie, sous la présidence de M. Antoine.

Quatre recommandations ont été adoptées par la séance plénière. Elles concernent :

- la préservation de la diversité médiatique ;
- la limitation de l'utilisation des pesticides en vue d'une meilleure protection de l'eau ;
- la formation en alternance et les systèmes de formation professionnelle ;
- la promotion du bilinguisme français-allemand.

## Divers

Le 23 septembre 2014, le Parlement italien a accueilli la **Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du Pacte budgétaire européen**, pour la première fois ouverte à l'ensemble des parlements belges. Le Président André Antoine y a représenté le Parlement de Wallonie.

Le 9 décembre 2014, le Président André Antoine s'est rendu en visite au **Parlement de la Communauté germanophone** où il a été accueilli par son homologue M. Karl-Heinz Lambertz.

La situation institutionnelle de la Belgique a été abordée et il a été décidé de relancer la coopération institutionnelle au travers des commissions de concertation des deux parlements. Il a par ailleurs été convenu de renforcer les liens entre les deux institutions et de favoriser une meilleure connaissance par les parlementaires de l'autre assemblée.

Le 23 janvier 2015, le Président Antoine s'est rendu en visite officielle à **la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg** où il a été accueilli par le Président Mars Di Bartolomeo.

Les présidents ont souligné les profonds liens historiques et d'amitié entre la Belgique et le Luxembourg et singulièrement les excellentes relations avec la

Wallonie. Le Président Antoine s'est ensuite rendu au Ministère de la Grande Région où il s'est entretenu avec Mme la Ministre Cahen.

Le 3 mai 2015, à l'invitation du **Comité international de Dachau**, une délégation du Parlement de Wallonie a participé aux cérémonies de commémoration du 70e anniversaire de la libération du camp de concentration de Dachau (Allemagne).

Le **Forum annuel de l'OCDE** s'est tenu les 2 et 3 juin 2015 à Paris avec pour thème « Investir dans l'avenir : société, durabilité, prospérité ».

Le Président Antoine s'est rendu sur place afin de compléter son information sur les enjeux du Forum et avec la volonté d'alimenter les travaux parlementaires ainsi que le démontre notamment l'activité du Comité d'avis chargé de questions européennes ou encore du Conseil parlementaire interrégional.

# IN MEMORIAM

## A. DÉPUTÉS

- Mme Véronique Cornet († 14 juillet 2015).

### *Anciens députés :*

- M. Jean-Emile Humblet († 10 décembre 2014) ;
- M. René Jérôme († 26 décembre 2014) ;
- M. Louis Olivier († 6 janvier 2015) ;
- M. Richard Gondry († 11 janvier 2015) ;
- M. Robert Denison († 30 janvier 2015) ;
- M. Charles Aubecq († 22 février 2015) ;
- M. José Brisart († 23 juin 2015).

## B. FONCTIONNAIRES

### *Ancienne fonctionnaire :*

- Mme Mariette Dannevoye († 17 février 2015).

## C. HOMMAGES

Hommage à Sa Majesté la reine Fabiola, cinquième Reine des Belges, décédée le 5 décembre 2014 (séance plénière du 10 décembre 2014).

Hommage aux victimes des attaques terroristes du 7 janvier 2015 à Paris (séance plénière du 7 janvier 2015).

Commémoration du centième anniversaire du génocide du peuple arménien (séance plénière du 7 mai 2015).

# ANNEXE

## Synthèse chiffrée de la session ordinaire 2014-2015 et des sessions précédentes

Session	SE 1995	1995 1996	1996 1997	1997 1998	1998 1999	SE 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	SE 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008	2008 2009	SE 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2013 2014	SE 2014	2014 2015
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92	1	27	54	68	70	67	1	42	52	72	87	125	2	56
Propositions de décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41	19	75	75	44	40	40	60	20	54	35	22	25	16	59
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7	2	22	18	21	14	12	4	28	24	14	22	10	3	15
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11	-	26	62	34	44	40	2	22	49	30	36	19	2	66
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19	-	127	253	296	295	165	-	228	145	128	73	31	-	51
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298	-	963	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816	1775	1102	-	2777
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115	-	193	184	210	188	87	-	174	203	233	157	178	-	244
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248	25	917	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149	4425	2426	404	3618

Décrets, motions et résolutions : textes déposés

Interpellations et questions développées

Questions écrites déposées